

Cahiers

N°1 - Décembre 2013

Révolution Permanente

Revue du Courant Communiste Révolutionnaire du NPA / www.ccr4.org



Manifeste

**pour un Mouvement pour une
Internationale de la Révolution
Socialiste (Quatrième Internationale)**

Construisons un Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste (Quatrième Internationale)	4
Une crise historique du capitalisme	5
Mouvement ouvrier et direction révolutionnaire	8
Pour un internationalisme de combat et un Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste (IV Internationale)	12
L'importance des revendications transitoires pour faire face à la crise capitaliste	15
Le rôle des revendications démocratiques dans la lutte pour l'hégémonie et le pouvoir de la classe ouvrière	17
Contre l'Union Européenne du capital. Pour les États Unis Socialistes d'Europe	21
Le Printemps arabe, la lutte du peuple palestinien et la révolution permanente	23
La lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance de la classe ouvrière en Amérique Latine	28
Contre le blocus impérialiste et la restauration capitaliste à Cuba	35
Pour des partis de travailleurs révolutionnaires et internationalistes ...	36
Fractions révolutionnaires dans les syndicats, front unique et auto-organisation	38
La lutte contre l'oppression : « mouvements sociaux » et parti révolutionnaire	41
La question du pouvoir et de la révolution : gouvernement de gauche vs gouvernement ouvrier	44
Les soviets, la révolution ouvrière et socialiste et la dictature du prolétariat	45
Notre objectif, la conquête du communisme	47

Ce manifeste a été adopté par la VIII^{ème} Conférence Internationale de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale qui s'est tenue à Buenos Aires en août 2013.

La FT-QI est composée par Classe contre Classe (CcC) de l'Etat espagnol, la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (LOR-CI) de Bolivie, la Ligue Révolution Socialiste (LRS) du Costa Rica, la Ligue Stratégie Révolutionnaire (LER-QI) du Brésil, la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme-Contre-le-Courant (LTS-CC) du Mexique, la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS) du Venezuela, l'Organisation Révolutionnaire Internationaliste (RIO) d'Allemagne, le Parti des Travailleurs Révolutionnaires (PTR-CC) du Chili, le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) d'Argentine, des militants de la FT-QI en Uruguay ainsi que des camarades de la FT-QI militant au sein du CCR / Plateforme Z du NPA en France.

Manifeste

pour un

Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste

(Quatrième Internationale)

Convaincu de la nécessité de défendre une orientation révolutionnaire et internationaliste, à la fois au niveau hexagonal mais également international, le Courant Communiste Révolutionnaire du NPA salue la démarche qui préside à ce manifeste. Sans que cela implique une ratification partielle ou totale de ce texte, nous nous en faisons l'écho et espérons que la discussion la plus large possible s'ouvrira avec l'ensemble des camarades défendant un tel positionnement, au sein du parti mais également au-delà, de façon à contribuer à la reconstruction d'une perspective révolutionnaire et internationaliste, plus que jamais nécessaire.

Construisons un Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste (Quatrième Internationale)

Le système capitaliste mondial vit sa sixième année de crise économique, politique et sociale. Sous les coups de la crise, des attaques des gouvernements et des capitalistes, la lutte des exploités¹ est en train d'opérer un retour sur le devant de la scène politique.

Le Printemps arabe a ouvert un nouveau cycle ascendant de lutte de classes après des décennies de recul et d'offensive bourgeoise. La résistance ouvrière, populaire et de la jeunesse secoue les centres du capitalisme mondial, notamment les pays de l'Union Européenne qui sont soumis aux plans d'ajustement de la «Troïka» à l'instar de la Grèce, de l'État espagnol ou du Portugal.

Avec les soulèvements arabes, les luttes étudiantes au Chili, les Indignés de l'État espagnol, les jeunes du mouvement #yosoy132 au Mexique, d'Occupy Wall Street, de la Place Taksim, ceux qui ont occupé la Place Tahrir contre la dictature de Moubarak, ou les centaines de milliers de manifestants qui sont descendus dans la rue au Brésil, la jeunesse est en train d'agir comme une véritable caisse de résonance des contradictions sociales. Dans certains cas, elle anticipe des situations de conflits de classe. Les travailleurs, de leur côté, jouent un rôle de plus en plus important dans les luttes. C'est ce que l'on a pu voir en Grèce à travers des dizaines de journées d'action et de grève générale, en France au cours des luttes



[1] Pour des raisons d'écriture dans sa version française, les noms et adjectifs du texte figurent généralement au masculin, sans spécification du type «les exploité-e-s». Il s'agit d'un choix formel destiné à faciliter la lecture du document et en aucun cas une prise de position politico-idéologique.[Note de l'Édition]

contre les licenciements, en Chine lors des conflits contre les grandes multinationales, au Bangladesh lors de l'explosion de colère ouvrière à la suite du massacre de centaines de travailleuses du textile, ou encore en Afrique du Sud à travers les grandes grèves des mineurs et la rupture de franges du mouvement ouvrier vis-à-vis de l'ANC et de la direction de la COSATU².

La crise n'a pas encore frappé de plein fouet l'Amérique latine. Cela n'a pas empêché la région d'être le théâtre de grandes mobilisations, notamment de la jeunesse et du mouvement étudiant, comme cela s'est vu au Brésil et au Chili. Au niveau du mouvement ouvrier, nous assistons aux premières étapes du développement de phénomènes syndicaux et politiques. Ces derniers se déploient avec un rythme et une intensité différents en fonction des pays mais ils s'inscrivent dans le cadre d'un certain essoufflement des gouvernements «post-néolibéraux» comme celui d'Evo Morales en Bolivie ou de Cristina Kirchner en Argentine.

Dans le cadre de la crise historique du capitalisme l'entrée en scène du mouvement ouvrier, partie prenante des nouveaux phénomènes politiques et de la lutte de classes, marque le début d'un processus de re-composition subjective du salariat après des décennies de recul. Cette situation place à un niveau différent la question de crise de direction qui continue à se poser au prolétariat. Parallèlement, cette situation ouvre d'importantes possibilités pour avancer dans la mise en place de partis de travailleurs révolutionnaires et dans la construction d'une internationale révolutionnaire synonyme, pour nous, de refondation de la IV^{ème} Internationale. C'est la raison et l'objectif de la publication de ce manifeste.

Une crise historique du capitalisme

A la différence du Printemps des peuples de 1848, la vague de luttes actuelles n'est pas le fruit des douleurs de la naissance du capitalisme mais bien de son déclin. En dépit de l'offensive néolibérale des trois dernières décennies et de la restauration capitaliste dans les anciens États ouvriers, le système n'a pas trouvé le chemin d'un nouveau cycle de croissance prolongée. Les contradictions existantes ont éclaté au

[2] Principale confédération syndicale sud-africaine liée à l'ANC et au PC. [NdE]

grand jour, d'une part, entre la socialisation croissante de la production et l'appropriation toujours plus concentrée de la richesse sociale produite et, d'autre part, entre l'internationalisation des forces productives et l'existence de frontières nationales. C'est ce qui explique la crise historique que nous sommes en train de vivre.

A travers le militarisme, le pillage systématique, l'utilisation anarchique des ressources naturelles et la pollution croissante qu'il génère, le capitalisme dans son déclin ne menace pas seulement la continuité de la vie sur notre planète. Il soumet également des centaines de millions de travailleurs à des conditions d'exploitation et de précarité insupportables. Il condamne au chômage et plonge dans la misère une bonne partie de ceux qui ne disposent que de leur force de travail.

La politique des gouvernements en place, qu'ils soient partisans de l'austérité ou bien défenseurs d'une solution «néo-keynésienne», consiste à faire payer la crise aux travailleurs, à la jeunesse et aux classes moyennes paupérisées. Parallèlement, les banques et les grandes entreprises, qui ont reçu des milliards pour leur sauvetage, continuent à engranger d'énormes bénéfices. Les secteurs les plus concentrés du patronat tirent profit de cette crise pour augmenter le taux d'exploitation et la productivité en recourant à une immense armée industrielle de réserve qu'ils ont à leur disposition.

Avec les sauvetages des grandes banques et des grandes entreprises par les États ainsi que l'injection d'énormes quantités de liquidités dans le système financier, les gouvernements capitalistes ont pu éloigner la perspective d'un véritable krach à la suite de la faillite de Lehman Brothers. Mais ces mécanismes n'ont pas permis un retour de la croissance économique. Ils ont plutôt conduit à des situations de récession ou de croissance faible dans les pays centraux et à une certaine décélération économique dans les pays dits émergents. Parallèlement, cela a créé une véritable bombe à retardement, avec des dettes publiques qui, de façon récurrente, semblent conduire l'économie mondiale au bord du gouffre. Au Etats-Unis, les difficultés pour remettre à plat les aides monétaires de la Réserve Fédérale et la crainte que le Congrès ne refuse de rehausser le seuil d'endettement montrent que les scénarios catastrophiques sont loin d'avoir disparu.

Ni la Chine ni aucun des pays dits émergents, dont les structures économiques sont dépendantes du capitalisme international, ne sont en capacité de devenir ce moteur qui permettrait au capitalisme de trouver une issue à la crise dont l'épicentre est, précisément, le centre du

système impérialiste. En dépit du caractère inégal de son développement, la portée de la crise est mondiale. La décélération de la croissance chinoise pourrait affecter les pays les plus dépendants de ses demandes en matières premières, à l'image d'une bonne partie de l'Amérique latine. Cette décélération pourrait également faire resurgir les contradictions sociales profondes qui sont apparues au fil des décennies de restauration capitaliste en Chine. Elle pourrait conduire à ramener sur le devant de la scène le prolétariat le plus concentré de la planète.

Aucune des puissances traditionnelles ou soi-disant émergentes n'est en capacité, aujourd'hui, de disputer aux États-Unis leur hégémonie mondiale. La crise n'a pas non plus conduit à des guerres commerciales d'envergure ni même à ce que des gouvernements n'adoptent des mesures ouvertement protectionnistes. Cela ne veut pas pour autant dire que les rivalités inter-impérialistes et la concurrence n'existent pas. En dernière instance, la pression exercée par les États-Unis sur l'Allemagne de façon à ce que Berlin abandonne sa politique d'austérité et accepte de devenir garant des pays endettés cherche à créer les conditions pour que le capital financier étasunien puisse à nouveau réaliser de juteux profits.

En tant que marxistes révolutionnaires nous nous situons aux antipodes de ceux qui pensent que les rivalités inter-impérialistes, qui ont conduit à deux guerres mondiales au cours du XX^{ème} siècle, font partie d'une époque révolue ou que les bourgeoisies pourront toujours trouver des solutions de sortie négociées à la crise actuelle. Nous ne concevons pas que la Chine puisse se transformer pacifiquement en une puissance impérialiste et déplacer les États-Unis de leur statut de grande puissance sans que Washington ne fasse rien en retour. Nous ne pensons pas non plus que la Chine puisse être colonisée par les pays impérialistes dominants sans offrir la moindre résistance.

Si l'époque de l'impérialisme se caractérise par les rivalités entre différentes puissances, les conditions créées par la crise capitaliste, loin de favoriser des solutions consensuelles et négociées, exacerbent à l'inverse les tendances aux tensions interétatiques et au militarisme.

Principale puissance impérialiste, les États-Unis continuent à connaître un déclin, accentué par les défaites encaissées en Irak et en Afghanistan, et ce dans le cadre de l'apparition de puissances régionales, à l'image de la Russie ou de la Chine, qui poursuivent leurs objectifs propres. Cette perte de leadership s'est clairement vue dans le recul

de l'administration Obama vis-à-vis de son projet initial de lancer une attaque unilatérale contre la Syrie et dans la façon dont Washington a fini par accepter la solution diplomatique proposée par Moscou. Cela se lit également dans la paralysie qui menace l'administration démocrate.

En dépit de leur déclin en tant que puissance hégémonique, les États-Unis vont chercher par tous les moyens à réaffirmer leur rôle en tant que puissance dominante. Pour cela, les États-Unis vont chercher à tirer profit de leurs forces qui sont encore intactes, comme leur supériorité militaire et le rôle central du dollar au niveau mondial. Mais Washington va également essayer de tirer parti des difficultés auxquelles font face ses concurrents, notamment l'Allemagne qui doit faire face à la crise de l'UE. Tout cela suppose des politiques impérialistes plus agressives, comme on peut le voir à travers la tentative des États-Unis de reprendre pied en Amérique latine ou à travers leur virage diplomatique et militaire en direction de la région Asie-Pacifique afin de contenir la poussée chinoise. Cela pourrait déboucher sur des conflits régionaux et potentiellement sur des guerres entre grandes puissances si la crise économique devait s'aggraver.

Mouvement ouvrier et direction révolutionnaire

Le retour sur le devant de la scène du mouvement ouvrier et la poursuite de la crise mondiale laissent entrevoir la perspective d'affrontements encore plus aigus entre les classes. Malgré une certaine disposition au conflit dont témoignent les travailleurs, ces derniers continuent à avoir à la tête de leurs organisations des bureaucraties syndicales dont le rôle consiste à contenir la colère ouvrière et populaire contre les capitalistes et leurs gouvernements. C'est dans cet objectif que les bureaucraties syndicales se limitent à appeler à des mobilisations ou à des grèves isolées, évitant par là-même la perspective de véritables grèves générales capables de faire obstacle aux plans de la bourgeoisie. C'est en ce sens également qu'elles condamnent à l'isolement les luttes les plus dures des secteurs les plus avancés de la classe ouvrière. C'est de cette façon qu'elles permettent que s'appliquent les plans d'austérité et qu'elles creusent le sillon des défaites.

La classe ouvrière renoue aujourd'hui avec le combat en portant le poids des défaites antérieures et d'une longue étape d'offensive bour-

geoise sous l'égide du néolibéralisme. De son côté, la bourgeoisie peut compter sur la fragmentation interne sans précédent qui frappe le monde du travail, sur la restauration capitaliste dans les anciens États ouvriers bureaucratisés et sur la disparition de la révolution socialiste comme horizon politique des exploités, fruit de l'identification des régimes staliniens au socialisme.

Les racines de cette crise du mouvement ouvrier plongent dans les processus révolutionnaires et contre-révolutionnaires du XX^{ème} siècle. On songera notamment à la bureaucratisation de l'Union Soviétique et à l'imposition du stalinisme comme synonyme du «socialisme réellement existant», ainsi qu'à la préservation de la social-démocratie comme direction réformiste du mouvement ouvrier en Occident à la suite de la Seconde Guerre mondiale. Ces directions réformistes ont empêché que les victoires partielles, à l'instar des États ouvriers apparus dans l'après-guerre, les acquis de l'État-providence ou encore la défaite impérialiste au cours de la guerre du Vietnam ne soient mises au service de l'objectif stratégique de la révolution prolétarienne internationale.

Par la suite, au cours de l'offensive néolibérale, la classe ouvrière a pu voir comment ses organisations syndicales et politiques ont collaboré avec les attaques de la bourgeoisie. Si le capital en a tiré profit, il n'en a pas moins fragilisé les médiations sur lesquelles il pouvait s'appuyer ainsi que les bases matérielles du réformisme. L'exemple paradigmatique de cette tendance a été le passage de la bureaucratie stalinienne dans le camp de la restauration capitaliste. La social-démocratie, quant à elle, a opéré un virage social-libéral et s'est transformée en un agent direct de l'offensive bourgeoisie, appliquant les contre-réformes néolibérales. Les partis communistes, eux, ont suivi un cours similaire, allant même parfois jusqu'à gouverner avec la social-démocratie.

Le recul en termes de niveau de conscience et d'organisation de la classe ouvrière est le produit de cette crise prolongée de direction révolutionnaire.

L'expression la plus aboutie de l'expérience accumulée du mouvement ouvrier s'est traduite dans les quatre premiers congrès de la III^{ème} Internationale, avant sa dégénérescence stalinienne, puis à travers la IV^{ème} Internationale, fondée par Trotsky.

Toutefois, la IV^{ème} Internationale qui représentait une alternative face au stalinisme ainsi qu'une continuité du marxisme révolutionnaire ne s'est pas transformée en une organisation de masses. L'assassinat de

Trotsky, le résultat contradictoire de la guerre qui a fini par redorer le blason de la bureaucratie stalinienne en raison de la victoire de l'URSS sur le nazisme, le blocage de la dynamique révolutionnaire dans les pays centraux, le renforcement du réformisme sur la base du développement partiel des forces productives en raison des destructions liées au conflit sont quelques uns des facteurs qui, de par leur combinaison, ont fait que le trotskysme a continué à représenter une force marginale au sortir de la guerre et a dû affronter toute sorte de pressions réformistes, staliniennes et tiers-mondistes.

Au cours de la période 1951-1953 le trotskysme s'est transformé en un mouvement centriste. Au lieu de réactualiser les bases programmatiques et stratégiques en fonction des nouvelles conditions de la situation internationale, il a fini par s'adapter aux directions staliniennes, nationalistes ou petite-bourgeoises, de Tito à Mao en passant par Castro et le FLN algérien. Dans ce cadre, la tendance qui a prévalu au sein du mouvement trotskyste a été la rupture de la tradition révolutionnaire. Certaines luttes partielles correctes ont néanmoins été réalisées et certains acquis programmatiques ont été assurés. Cela a permis de maintenir des éléments de continuité qui se sont cependant progressivement affaiblis et ont pratiquement disparu à la suite de l'offensive néolibérale et de la restauration capitaliste.

Paradoxalement, c'est au moment où la classe ouvrière a recommencé à intervenir de façon plus claire, avec ses propres méthodes de lutte, dans différentes régions du monde, et ce dans le cadre de la crise capitaliste internationale, qu'un secteur important de l'extrême



gauche internationale est devenu encore plus sceptique vis-à-vis de la potentialité révolutionnaire des travailleurs. C'est ce scepticisme vis-à-vis de la perspective de la révolution sociale qui a conduit une bonne partie des organisations se revendiquant du trotskysme à construire des partis anticapitalistes larges sans implantation dans la classe ouvrière et sans délimitation stratégique. C'est également ce qui les a mené à s'adapter aux directions nationaliste-bourgeoises et populistes, à l'image du chavisme au Venezuela, ou à des courants réformistes de gauche, comme le Front de Gauche en France ou Syriza en Grèce, substituant par là-même la stratégie de la révolution prolétarienne par celle des gouvernements «anti-austérité» ou «anti-néolibéraux».

Dans ce contexte de crise du marxisme révolutionnaire et face au manque d'alternatives ouvrières on a vu se développer au cours des dernières années toute sorte de tendances inspirées par le néo-zapatisme mexicain, l'autonomisme et l'anarchisme. Tous ces courants rejettent la nécessité de construire une organisation révolutionnaire et refusent la perspective de la prise du pouvoir par le prolétariat, ce qui ne les a pas empêché, généralement, de s'adapter aux populismes-bourgeois d'Etat (chavisme, evomoralisme, etc.).

La crise capitaliste nous offre l'opportunité d'intervenir de façon audacieuse dans les processus de la lutte de classes et dans les phénomènes de réorganisation syndicale et politique du salariat de façon à avancer dans la construction de solides partis révolutionnaires et internationalistes ainsi que dans la perspective de mettre sur pied une internationale ouvrière. Ce parti mondial de la révolution sociale devrait être, à notre avis, la IV^{ème} Internationale refondée sur des bases révolutionnaires, avec un programme de revendica-



tions transitoires permettant au prolétariat de se transformer en une force hégémonique, capable de construire une alliance entre les secteurs populaires et pauvres des villes, les paysans pauvres, ainsi que l'ensemble des exploités et des opprimés, de façon à faire échec au pouvoir bourgeois et offrir une issue véritablement progressiste à la crise capitaliste. Si cette perspective ne prévaut pas, alors ce seront les classes dominantes qui, à leur façon, à travers la misère, les guerres et les destructions, trouveront une issue, à l'instar de ce qu'elles ont déjà fait au cours des deux guerres mondiales du siècle passé.

Pour un internationalisme de combat et un Mouvement pour une Internationale de la Révolution Socialiste (Quatrième Internationale)

L'interdépendance des forces productives ainsi que le développement de la classe ouvrière au niveau mondial rendent nécessaire un internationalisme prolétarien capable de défendre ses intérêts indépendamment des frontières nationales et des divisions que la bourgeoisie lui impose.

L'expérience des révolutions sociales du XX^{ème} siècle a démontré ce que Marx affirmait déjà au XIX^{ème}: la construction du socialisme dans un seul pays est impossible. Afin d'infliger une défaite à l'impérialisme, les victoires du prolétariat à échelle nationale doivent avoir la révolution mondiale comme horizon, le but étant de conquérir «le règne de la liberté», à savoir une société communiste basée sur la planification rationnelle, démocratique et internationale de l'économie pour en finir avec l'exploitation du travail salarié et avec toute oppression.

Dans l'histoire, les différents impérialismes n'ont pas simplement disposé de véritables états-majors pour maintenir les peuples dans l'oppression et éviter la révolution. Pour ce faire, ils ont également pu compter sur des institutions internationales à leur service. C'est en ce sens que tous les moyens politiques, économiques et militaires ont été

mis en place par les impérialismes pour défaire les travailleurs dans leurs tentatives d'exproprier les capitalistes et de construire un nouvel État. Comme l'a démontré la Révolution russe, se proposer la prise du pouvoir dans un pays implique d'avoir la possibilité de compter sur la solidarité du mouvement ouvrier international de façon à défendre le nouvel État et étendre la révolution. C'est en ce sens que l'internationalisme n'est pas un principe abstrait mais une question stratégique.

L'étape qui commence avec la crise capitaliste mondiale et les nouveaux phénomènes de la lutte de classes pose avec plus d'urgence que jamais la question de la reconstruction de la IV^{ème} Internationale en tant qu'organisation de combat de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse.

La Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale a vu le jour à la fin des années 1980. Il s'agissait d'une phase de recul du mouvement ouvrier, marquée par l'offensive de l'impérialisme, la restauration capitaliste dans les anciens États ouvriers et l'abandon du trotskysme par la plupart des organisations qui, jusqu'alors, s'en revendiquaient. Nous nous sommes constitués à l'origine, comme un regroupement principal ayant pour objectif de défendre la théorie, le programme et la stratégie révolutionnaires. Parallèlement, la FT-QI a cherché à approfondir son insertion dans le mouvement ouvrier, au sein des secteurs les plus avancés de la jeunesse ainsi qu'à développer une pratique internationaliste.

Nous sommes conscients qu'aucune des organisations se réclamant de la révolution aujourd'hui ne peut résoudre à elle-seule la tâche d'importance historique que représente la reconstruction de la IV^{ème} Internationale. A contre-courant de toute auto-proclamation sectaire, nous ne pensons pas que la construction de partis ouvriers révolutionnaires et la refondation de la IV^{ème} Internationale procéderont du développement évolutif de nos organisations nationales ni de notre tendance internationale. Elles seront le fruit de la fusion avec des ailes gauche des organisations trotskystes et avec des secteurs de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse qui avancent vers la révolution sociale dans le cadre de situations qui sont appelées à se multiplier et à se généraliser, en réponse à la violence de la crise actuelle et avec le développement de la lutte des classes.

Néanmoins il ne s'agit pas d'attendre passivement que ces événements se produisent. Il faut s'y préparer pour, le moment venu, être armés des meilleurs instruments théoriques, programmatiques, stratégiques et organisationnels possibles. C'est dans cette perspective que nous proposons d'ouvrir une discussion sur la nécessité d'impulser un Mouvement

pour une Internationale de la Révolution Socialiste comme une étape sur le chemin de la refondation de la IV^{ème} Internationale sur des bases révolutionnaires.

Nous nous adressons tout particulièrement aux camarades du Nouveau Parti Anticapitaliste de France, aussi bien aux camarades aux côtés desquels nous constituons la Plateforme Z qu'à ceux qui se reconnaissent au sein de la Plateforme Y et voient la nécessité d'affronter l'orientation de la direction majoritaire du NPA visant à établir un bloc permanent avec le Front de Gauche de Mélenchon. Nous nous adressons également aux camarades de l'ex-Secrétariat Unifié militant dans d'autres pays et qui s'opposent à l'orientation majoritaire de cette organisation consistant à généraliser ce type de blocs politiques avec des réformistes. C'est le cas des camarades qui refusent l'orientation consistant à se subordonner à Syriza en Grèce. Notre appel s'adresse également aux dirigeants et aux travailleurs qui constituent l'aile gauche des mineurs de Huanuni en Bolivie aux côtés desquels nous menons une bataille contre les pressions exercées par le gouvernement et ses alliés au sein de la bureaucratie de la Centrale Ouvrière Bolivienne (COB). Ces pressions visent à faire reculer le processus de constitution d'un Parti des Travailleurs construit sur la base des syndicats et indépendant du gouvernement, de l'Etat et des partis bourgeois³. Nous nous adressons également aux camarades du Parti Ouvrier d'Argentine et de la Coordination pour la Refondation de la Quatrième Internationale (CR-QI), avec lesquels nous avons constitué le Front de [l'Extrême] Gauche et des Travailleurs (FIT) en Argentine et avec qui nous avons milité sur différentes problématiques de la lutte des classes au niveau argentin et international. Plus largement, nous nous adressons à toutes les organisations de la gauche révolutionnaire et de l'avant-garde ouvrière et de la jeunesse qui cherchent un chemin vers la révolution.

[3] Le 11 octobre 2013 des élections anticipées ont été organisées au sein du Syndicat Mixte des Travailleurs Mineurs de Huanuni (SMTMH) à la suite de la démission forcée de trois dirigeants du syndicat qui avaient été élus début 2013. L'élection a été remportée cette fois-ci par une liste soutenue par la bureaucratie de la COB de Pedro Montes qui répond au MAS, le parti d'Evo Morales, au gouvernement. Ce résultat implique un recul important non seulement pour les travailleurs de Huanuni mais également pour le processus de construction du Parti des Travailleurs. Cette situation s'explique par la pression exercée par le gouvernement sur l'avant-garde de Huanuni, avec notamment les poursuites qui visent 22 mineurs pour leur participation aux actions dans le cadre de la grève de la COB de mai 2013, l'offensive menée contre les conquêtes des travailleurs de Huanuni et le contrôle ouvrier collectif de la mine qui est publique ou encore la menace de coopérativisation, c'est-à-dire de désengagement de l'Etat. Ce harcèlement systématique du MAS et de ses alliés a créé un climat de peur chez les travailleurs et a facilité la victoire de la liste pro-Montes. D'autre part, on ne peut que regretter le fait que l'ancienne direction du syndicat qui avait été élue sur la base de l'indépendance du gouvernement a commis une grave erreur politique en refusant de se représenter lors des élections d'octobre.

Le regroupement révolutionnaire dont nous avons besoin aujourd'hui ne peut pas se faire uniquement sur la base de principes généraux. Il doit se baser sur des accords face aux grandes questions stratégiques que la crise capitaliste pose à l'extrême gauche internationale. Ce manifeste ne prétend pas être un programme complet. Il a pour objet de soumettre au débat les grandes problématiques stratégiques et programmatiques qui délimitent de notre point de vue, avec la pratique politique dans la lutte de classes, ce qui constitue ou non au sein de l'extrême gauche une stratégie véritablement révolutionnaire. C'est sur cette base que nous lançons un appel au débat et à l'action pratique au sein de la lutte des classes.

L'importance des revendications transitoires pour faire face à la crise capitaliste

La crise capitaliste rend plus actuelles que jamais les revendications transitoires qui ont pour but d'empêcher les patrons et leurs gouvernements de faire payer la crise aux travailleurs. Face aux fermetures d'entreprises et aux licenciements qui menacent sérieusement l'intégrité de la classe ouvrière dans plusieurs pays, la politique des directions bureaucratiques et réformistes consiste à accepter les licenciements ou, dans le meilleur des cas, de ne mobiliser que pour obtenir des indemnités de départ plus élevées. C'est ce à quoi on a pu assister sur plusieurs entreprises en France en 2009, le combat des Contis étant de ce point de vue paradigmatique. A l'époque les travailleurs se sont battus avec des méthodes très radicales mais sur la base d'un programme minimum. Malheureusement, aucune des organisations de l'extrême-gauche française ne défend conséquemment une perspective qui permette d'aller au-delà de la légalité bourgeoise ou cherche à remettre en question la propriété privée et les profits des capitalistes.

Le patronat justifie les licenciements et les fermetures par les risques de faillites ou les pertes engrangées. Pour faire face à ce chantage, il est nécessaire de poser la question de l'ouverture des livres de compte et de l'abolition du secret commercial.

Contre ceux qui proposent uniquement la résignation face aux fermetures, nous défendons la perspective de l'expropriation sans indemnité des entreprises qui ferment ou qui licencient et leur mise en fonctionnement sous le contrôle des travailleurs. Aucune intervention de ministres ou de fonctionnaires de l'État bourgeois n'est capable de défendre les intérêts réels des travailleurs. C'est en ce sens que seul le contrôle ouvrier de la production, en tant qu'école de planification économique, est en capacité de préparer à une alternative face à l'anarchie capitaliste.

Les travailleurs de Zanon en Argentine ont occupé leur usine lors de la crise économique de 2001 et ont décidé de relancer la production. Cela fait plus de dix ans qu'ils produisent sous contrôle ouvrier. Ils constituent un exemple pour l'ensemble des travailleurs qui font face à la crise aujourd'hui. Les travailleurs de l'usine Vio.Me en Grèce s'en sont d'ailleurs inspirés. Zanon n'a pu survivre sous le statut de coopérative que dans la mesure où l'Argentine a connu une période de croissance économique. Mais l'arme principale des travailleurs de Zanon a consisté à défendre un programme pour l'ensemble de la classe ouvrière, visant à faire payer la crise aux capitalistes. Leur objectif n'a jamais été la mise en place d'un réseau de coopératives où c'est en dernière instance la pression de la concurrence capitaliste qui finit par imposer aux travailleurs leur propre auto-exploitation. Les révolutionnaires doivent se battre pour la nationalisation de branches entières de la production et des services sous contrôle ouvrier et pour la planification économique au service des intérêts des travailleurs et des secteurs populaires. Des expériences comme celles de Zanon, de Philips-Dreux dans une moindre mesure puisque les travailleurs ont finalement été battus, ou de Vio.me en Grèce, ont une énorme vertu pédagogique. Elles démontrent que les travailleurs n'ont pas besoin des capitalistes pour produire. Elles constituent également des positions à partir desquelles il est possible d'organiser la lutte contre la propriété bourgeoise.

Ces mesures, ainsi que la répartition des heures de travail entre tous sans baisse de salaire, sont d'une énorme actualité. Cela est d'autant plus vrai dans les pays les plus affectés par la crise, comme la Grèce, ou des pays comme la France où le patronat, avec le soutien du gouvernement, est en train de restructurer et de licencier massivement pour renouer avec la rentabilité.

Les États ont versé des milliards de dollars aux grandes banques qui ont ainsi pu continuer à spéculer et à augmenter leurs profits. Face à cette situation, la question qui se pose est celle de la nationalisation

des banques et leur unification en un seul système étatique de crédit et d'investissement en fonction des intérêts des travailleurs et des secteurs populaires, qui soit à même de préserver les dépôts des petits épargnants, les premiers à subir les conséquences des mesures confiscatoires en cas de menaces de crise bancaire. Ces mesures cherchent à la fois à défendre les conditions de vie des travailleurs mais également à ce que le prolétariat gagne à sa cause les classes moyennes ruinées et spoliées par le capital. Pour ce faire, le prolétariat devra se préparer et organiser l'auto-défense, ce qui inclut la perspective de la mise en place de milices ouvrières afin de répondre aux attaques capitalistes, qu'il s'agisse des forces de répression ou bien des commandos d'extrême-droite en Europe.

La liquidation de la propriété bourgeoise des moyens de production ne sera possible que dans un contexte de poussée ouvrière généralisée. En ce sens, des revendications telles que l'expropriation sans indemnité ni rachat d'une usine ou d'un secteur de l'économie sous le contrôle des travailleurs ont un caractère transitionnel. Elles préparent néanmoins le monde du travail à l'idée que c'est à lui d'assumer cette tâche. En ce sens, ces revendications sont indissolublement liées à la perspective du pouvoir ouvrier.

Le rôle des revendications démocratiques dans la lutte pour l'hégémonie et le pouvoir de la classe ouvrière

Pour des millions de travailleurs et de jeunes il devient de plus en plus évident que, par delà les formes parlementaires des régimes dans lesquels nous vivons, ce qui domine, c'est le pouvoir despotique du capital. C'est ce dont témoigne la tendance des pouvoirs exécutifs à se renforcer. Dans le cas de l'Union Européenne, les institutions bourgeoises non élues, telles que la bureaucratie de Bruxelles, fortement influencée par l'Allemagne, ou encore la Banque Centrale Européenne, ont un rôle croissant. A partir de l'application des plans d'austérité et du contrôle des budgets des pays, ces institutions remettent en cause certains éléments de «souveraineté nationale» des États endettés, un peu à l'image de ce que faisait le FMI en Amérique Latine dans les années 1990. Ce



faisant, elles condamnent des millions de personnes à la misère pour les années à venir. Toutefois, il ne faut pas oublier que les plans de la Troïka sont appliqués avec l'accord des gouvernements nationaux.

La crise des partis traditionnels et les tendances à «l'anti-politique» font partie d'un processus plus général d'affaiblissement des régimes démocratiques bourgeois dont la légitimité s'effrite à mesure où leur servilité vis-à-vis des capitalistes est de plus en plus explicite.

Une des expressions les plus avancées de ce mécontentement est la crise du régime de la transition dans l'État espagnol. Les tendances centrifuges des bourgeoisies périphériques menacent la continuité même de la domination de la bourgeoisie espagnoliste de Madrid. On pourrait également songer au cas italien. La troisième économie de l'euro-zone est actuellement frappée par une crise politique que la mise en place d'un gouvernement d'unité nationale gauche-droite sous la houlette d'Enrico Letta est loin d'avoir résolue.

La dégradation de la démocratie bourgeoise face à la crise s'est également exprimée dans les tendances bonapartistes embryonnaires, encouragées par la direction de l'UE. C'est ce qui a conduit à la formation de «gouvernements techniques» ou «d'unité nationale» à l'instar de celui de Loucas Papademos ou d'Antoni Samaras en Grèce ou encore celui de Mario Monti puis de Letta en Italie, tous destinés à essayer de mettre en place les plans d'austérité et les «réformes structurelles» au service du capital.

On songera, pour l'Amérique latine, aux cas du Chili ou du Brésil. Au Chili, le régime anachronique hérité de la transition post-pinochetiste donne lieu depuis quelques années maintenant à une mobilisation de la jeunesse qui se combine, aujourd'hui, à une ré-émergence du mouvement ouvrier. Pour ce qui est du Brésil de Lula et de Dilma Rousseff, des manifestations massives ont souligné à la fois l'usure du ré-

gime et la façon dont il est de plus en plus perçu comme éloigné des nécessités de la population.

Pendant les trente dernières années, l'extension géographique de la démocratie bourgeoise à une partie du monde semi-colonial ainsi que l'extension des droits politiques formels aux «citoyens», surtout dans les pays centraux (par opposition aux persécutions systématiques et xénophobes visant les «immigrés») ont servi de couverture à l'offensive du capital contre les droits des travailleurs et les conditions de vie des masses.

L'alternance au pouvoir des partis traditionnels n'est rien d'autre qu'une suite de variations minimales d'un même programme d'austérité et d'attaques contre les droits sociaux. Cela était déjà palpable lors du tournant néolibéral de l'ensemble des partis sociaux-démocrates et nationalistes bourgeois dans les dernières décennies. Cela se voit à nouveau aujourd'hui avec la crise. Les masques des «représentants du peuple» tombent. Il s'agit d'une immense caste de politiciens bourgeois et de fonctionnaires qui gagnent énormément d'argent, utilisent leurs positions pour faire des affaires mais n'ont aucun problème à demander aux masses d'accepter l'austérité pour le «bien du pays».

Cette situation va de pair avec l'approfondissement des tendances bonapartistes, avec une prééminence toujours plus grande du pouvoir exécutif personnalisé et un accroissement des mécanismes de contrôle social. Les droits individuels sont constamment attaqués au nom de la «sécurité», devenue le principal argument pour criminaliser la pauvreté, persécuter les immigrés et développer des appareils d'espionnage destinés à surveiller la population. Les révélations d'Edward Snowden ont souligné non seulement l'extension mondiale des mécanismes de contrôle et de surveillance mais également leur caractère central pour la domination impérialiste. C'est ce qu'Obama a laissé voir dans la façon dont il a résolument défendu les pratiques d'espionnage massif.

Dans ce contexte, il n'est pas étonnant que cette caste de politiciens bourgeois et de fonctionnaires qui imposent l'austérité connaisse le rejet de la population et soit devenue un des symboles, sur le plan politique, de l'augmentation des inégalités sociales. Ces critiques ont été reprises par les Indignés de l'État espagnol, par le mouvement Occupy aux États-Unis ou encore par le mouvement #yosoy132 au Mexique. Toutefois, elles sont toujours très imprégnées par l'idéologie autonomiste héritée à la fois du néo-zapatisme, de l'altermondialisme ou des théories négristes, autant d'influences qui ont marqué les mouvements

de jeunesse de la fin des années 1990 et du début du XXI^{ème} siècle. Par ailleurs, aucune de ces critiques ne remet en cause le caractère de classe des régimes et de la caste qui nous gouverne. De plus, la remise en question de ces «démocraties au service des riches» coexiste avec l'idée selon laquelle la démocratie bourgeoise est la seule démocratie possible. Cette vision est due à l'extension de la démocratie bourgeoise à un certain nombre de pays au cours des dernières décennies ainsi qu'à la bureaucratisation des anciens États ouvriers.

Face à cette crise, les courants populistes de droite prennent appui sur le sentiment «anti-politique» pour le canaliser et le circonscrire dans les limites de l'État capitaliste. Les courants de type autonomistes, eux, conduisent à un sentiment d'impuissance en se refusant de se battre pour la conquête du pouvoir politique.

Des secteurs importants de l'extrême-gauche se déclarant révolutionnaires ont cédé aux illusions démocratiques. Avant de se dissoudre dans le NPA, la Ligue Communiste Révolutionnaire avait déjà retiré le mot d'ordre de dictature du prolétariat de son programme. La majorité de direction d'alors l'avait troqué pour la stratégie de la lutte pour la «démocratie jusqu'au bout». Pour ce qui est de la LIT-QI et de la UIT-QI, en adoptant la théorie-programme de la «révolution démocratique», elles ont dissocié les revendications démocratiques des revendications relatives à la lutte pour le pouvoir des travailleurs, alors que ces deux types de revendications sont étroitement liées. A l'inverse, la lutte pour des revendications remettant en cause le régime bourgeois est indissolublement liée à la lutte pour des revendications démocratico-structurelles. Il ne peut y avoir de démocratie plus large ou généreuse dans les pays semi-coloniaux qui ne soit liée à des tâches telles que la révolution agraire ou l'indépendance nationale vis-à-vis de l'impérialisme. Plus généralement, il ne peut y avoir de démocratie plus large avec un programme s'arrêtant au seuil de la propriété privée capitaliste.

En tant que marxistes révolutionnaires, nous faisons nôtres les revendications démocratiques radicales et les revendications démocratiques transitionnelles héritées de la Commune de Paris de 1871: aucun élu ne devrait toucher une indemnité supérieure au salaire moyen d'un travailleur du rang; possibilité de révocabilité immédiate de tous les élus; élimination de l'institution bonapartiste de la présidence de la République ainsi que du Sénat; mise en place d'un parlement unique fusionnant les pouvoirs exécutif et législatif, élu par un suffrage véritablement universel auquel puisse participer toute personne de plus de 15 ans sans distinction de nationalité; élection de tous les juges au

suffrage universel et instauration d'une justice assurée par des jurés; séparation de l'Église et de l'État.

En Argentine, le PTS en tant que composante du FIT défend ce programme pendant les campagnes électorales. Il utilise également son siège au Parlement provincial de Neuquén pour le mettre en avant. Il a par exemple défendu l'idée qu'un élu devrait toucher le même salaire qu'un instituteur, liant cette revendication aux luttes des travailleurs de l'Éducation afin de les renforcer dans leur affrontement contre le régime.

Cet ensemble de mesures vise à accélérer l'expérience des masses vis-à-vis de leurs illusions démocratiques par rapport au système et les préparer à l'idée de la lutte pour le pouvoir ouvrier. Le caractère transitoire de ces revendications vient du fait que leur réalisation effective amènerait à s'affronter au régime et à l'État capitalistes. Mais l'hégémonie de la bourgeoisie est également défendue et cuirassée par tout un ensemble de détachements armés, d'appareils de répression et d'instruments de coercition qui en constituent les piliers. C'est en ce sens que les révolutionnaires défendent ces revendications démocratiques transitoires dans la perspective de la lutte pour la destruction de l'État bourgeois, son armée permanente, ses détachements de police et avec l'objectif de pouvoir le remplacer par un État ouvrier basé sur des organismes de démocratie directe et des milices ouvrières et populaires.

Contre l'Union Européenne du capital. Pour les États Unis Socialistes d'Europe

Depuis la naissance de l'Union Européenne, les marxistes ont dénoncé le caractère profondément réactionnaire de ce bloc impérialiste et anti-ouvrier qui s'est construit pour servir les intérêts de ses deux principales puissances, l'Allemagne et la France. L'UE a intégré à son arrière-cour les pays d'Europe de l'Est, les transformant en semi-colonies et en réservoir de main-d'œuvre qualifiée à bas coût, au profit notamment de Berlin. Cela a contribué à baisser le coût du travail à échelle européenne et a porté un coup aux acquis des salariés dans les pays

impérialistes comme le montre la flexibilité au travail imposée en Allemagne.

A l'inverse de ceux qui défendaient l'idée selon laquelle cette unité était progressiste et que l'adoption de l'euro était le premier pas vers une plus grande unification étatique, nous avons toujours affirmé que l'unité européenne ne pouvait que se heurter à l'obstacle infranchissable que représentent les différents intérêts des bourgeoisies impérialistes qui composent l'UE et que, par conséquent, la transformation de ce bloc en un État supranational était impossible. La crise a mis clairement en lumière cette limitation objective de la construction du projet impérialiste européen. En témoignent les tendances centrifuges entre un solide noyau constitué par l'Allemagne et les économies du Nord et un noyau plus faible composé par les pays méditerranéens et du Sud de l'Europe. Jusqu'à présent, la grande bourgeoisie européenne a pour projet de maintenir l'UE. L'Allemagne y a d'autant plus intérêt que l'Union est très profitable pour ses multinationales et demeure la principale destination de ses exportations. Mais il est peu probable que l'UE puisse se maintenir telle qu'elle a existé jusqu'à aujourd'hui. Une bataille est actuellement en cours pour redéfinir le statut de ses membres. C'est dans ce cadre, d'ailleurs, que Berlin essaie de réaffirmer son rôle impérialiste dominant, d'imposer ses conditions et d'avancer dans la semi-colonisation des pays périphériques comme la Grèce et le Portugal.

Dans ce contexte, deux positions, toutes aussi bourgeoises et réactionnaires, se profilent. D'une part, il y a ceux qui proposent de rejeter les plans d'austérité pour mieux réformer ou démocratiser l'UE. La majeure partie de la gauche radicale européenne est tributaire de cette orientation qui revient, en dernière instance, à s'adapter aux contours de l'Europe du capital. C'est par exemple le programme de la direction majoritaire de Syriza, qui a fait de la défense du maintien de la Grèce dans l'UE et de l'euro l'une de ses revendications principales, tout en semant l'illusion qu'il était possible de négocier les plans d'ajustement avec la Troïka.

D'autre part, l'offensive impérialiste allemande a provoqué le surgissement ou le renforcement de tendances souverainistes et nationalistes d'extrême-droite. Ces dernières prétendent que la solution à la crise passerait par l'abandon de l'euro et le retour aux monnaies nationales. Ce faisant, elles défendent «l'État national» sous-tendu par une orientation xénophobe, raciste et anti-immigrée. A gauche, certains secteurs minoritaires, à l'instar du Parti Communiste Grec (KKE), défendent des

politiques assez semblables pour ce qui est d'une solution dans le cadre d'un «capitalisme national» favorable aux travailleurs.

Contre l'utopie, défendue par certains secteurs «progressistes», selon laquelle il serait possible de démocratiser l'UE, contre la démagogie de l'extrême-droite qui agite les vieilles haines nationales pour mieux diviser la classe ouvrière entre les différents pays de l'UE mais aussi entre les salariés «de souche» et les salariés immigrés, les travailleurs doivent défendre un programme clair, indépendant de tout secteur bourgeois, avec pour objectif de faire payer la crise aux capitalistes.

Face à la crise de l'Europe du capital, pour dépasser la fragmentation de la classe ouvrière, pour combattre la xénophobie et les politiques anti-immigration des gouvernements européens, pour gagner la confiance des classes moyennes paupérisées et ruinées par la crise qui pourraient se constituer en base sociale de l'extrême droite voire même du fascisme, il faut placer la lutte contre les différents gouvernements austéritaires, contre la Troïka et les institutions impérialistes de l'UE dans une perspective stratégique, la construction des États-Unis Socialistes d'Europe. C'est-là la seule issue progressiste pour les travailleurs.

Le Printemps arabe, la lutte du peuple palestinien et la révolution permanente

Avec l'irruption du Printemps arabe, Maghreb et Machrek sont devenus le centre de la lutte des classes. Cette situation est synonyme de processus révolutionnaires, comme en Tunisie et en Egypte, mais également d'interventions impérialistes comme en Lybie ou de guerres civiles comme en Syrie. Etant donné l'importance économique et géostratégique de cette région pour les États-Unis, l'Etat d'Israël et les autres puissances impérialistes, mais aussi en raison des points communs existants entre les ressorts démocratiques et sociaux de ces processus par-delà leurs différences, ils ont concentré toute une série de débats stratégiques et programmatiques pour l'extrême-gauche internationale.

La lutte contre la dictature de Kadhafi et l'intervention impérialiste en Lybie a posé un débat très important avec ceux qui, au nom de la «révolution démocratique», ont fini non seulement par adopter une stratégie de collaboration de classe mais y compris par valider l'intervention impérialiste de l'OTAN en tant qu'intervention «humanitaire». C'est le cas, par exemple, de la LIT-QI ou des camarades de Izquierda Socialista en Argentine.

Loin d'être des «révolutions démocratiques», ces «transitions contrôlées» auxquelles nous assistons, qui s'intègrent parfaitement à la nécessité impérialiste de maintenir le statu quo régional et la spoliation de ces pays, empêchent la satisfaction effective des revendications des exploités. Les bourgeoisies arabes font preuve encore une fois leur incapacité historique à répondre conséquemment aux tâches de libération nationale et sociale de leurs pays respectifs. C'est d'ailleurs ce qu'avait déjà démontré l'échec des projets portés par le nasérisme, le baathisme ou encore le FLN en Algérie.

Dans certains pays, comme l'Égypte ou la Tunisie, la classe ouvrière a joué un rôle important dans la chute des régimes dictatoriaux. En Égypte, des secteurs avancés du monde du travail comme les ouvriers du textile de Al-Mahalla se trouvaient déjà aux avant-postes de la lutte contre Moubarak. Ils ont par la suite continué à affronter des directions d'entreprises liées aux forces armées égyptiennes ainsi que l'arsenal de lois anti-grève. Ils ont poursuivi leur combat contre les politiques néolibérales adoptées par le gouvernement islamiste modéré des Frères Musulmans qui ont débouché sur les mobilisations historiques de millions de manifestants qui sont descendus dans la rue en juillet 2013. Face à ces mobilisations et de façon à contrer le développement révolutionnaire des événements, l'armée a orchestré un «coup d'État préventif» qui a fait place à un gouvernement bonapartiste,



anti-ouvrier et pro-impérialiste. Constitué par des personnalités de l'opposition bourgeoise, on a tenté d'y intégrer comme ministre du Travail le principal dirigeant de la Fédération des Syndicats Indépendants qui a vu le jour à la suite du renversement de Moubarak. Appuyé par la bourgeoisie «libérale» et laïque et même par des secteurs soi-disant progressistes, à l'image du mouvement Tamarod, le coup d'État en Egypte souligne l'échec des politiques de «révolution démocratique» et de collaboration de classe qui prétendent séparer les revendications démocratico-formelles des revendications structurelles et de la lutte pour le pouvoir des travailleurs.

Les organisations islamistes modérées qui sont arrivées au pouvoir, à l'image d'Ennahda en Tunisie ou du Parti Justice et Liberté en Egypte, sont des forces bourgeoises qui défendent un mélange de rigorisme religieux, de populisme clientéliste et de néolibéralisme économique. Les révolutionnaires se doivent de combattre ces courants politiques à partir d'une orientation de classe et anti-impérialiste mais ils ne peuvent à aucun moment constituer des fronts avec des secteurs de la bourgeoisie «libérale» et laïque.

La dynamique du processus révolutionnaire égyptien indique qu'il ne peut y avoir de révolution démocratique sans apporter une réponse définitive aux revendications liées aux conditions de vie des masses qui ne peuvent aboutir sans en finir avec l'oppression impérialiste. C'est la première question démocratique structurelle que doit résoudre la révolution et seul le prolétariat pourra défendre cette perspective jusqu'au bout.

C'est pour cela que nous défendons les revendications démocratiques formelles qui ont été l'un des moteurs dans le déclenchement des processus du Printemps arabe, notamment la lutte contre les régimes dictatoriaux pro-impérialistes mais aussi celle pour une Assemblée Constituante Libre et Souveraine. Nous défendons ces revendications avec l'objectif de contribuer à l'accélération de l'expérience des masses vis-à-vis de leurs illusions concernant la démocratie bourgeoise et de façon à faciliter le surgissement d'organes d'auto-organisation. Cette orientation doit se placer dans le cadre d'un programme de transition qui lie les revendications les plus urgentes et ressenties en tant que telles par les masses aux revendications démocratiques structurelles, à l'instar de la libération du joug impérialiste. Nous défendons cette orientation dans la perspective de la construction d'un gouvernement ouvrier, paysan et des masses populaires.

En cas de guerre civile ouverte comme en Lybie, il est inconcevable de séparer la lutte militaire contre les dictatures de la lutte contre l'impérialisme, en reléguant à un second plan la question de savoir quelle classe dirige le processus et quel est son contenu social. La subordination de la politique à la question militaire a conduit des courants à confondre le succès de l'intervention de l'OTAN, lors de la chute de Kadhafi, avec une «victoire» du mouvement de masses. Et cela au moment même où la politique des États-Unis et celle des autres puissances impérialistes consiste à contrôler les mouvements anti-dictatoriaux pour les limiter à un changement de gouvernement de façon à se gagner de nouveaux alliés-clients. Ils cherchent ainsi à empêcher que ces mouvements n'adoptent un cours «permanentiste», c'est-à-dire qu'ils se transforment en une lutte contre l'État bourgeois et l'impérialisme. En Syrie, les courants qui choisissent de se positionner de façon acritique du côté des «rebelles», sans aucune délimitation ni stratégie indépendante des directions pro-impérialistes soutenues par les alliés des États-Unis, commettent la même erreur. Dans les pays centraux, cette orientation a conduit à ne pas lutter ouvertement contre l'intervention, en validant ainsi la propagande «humanitaire» de l'impérialisme.

Plus généralement, en cas d'agression ou d'occupation impérialiste d'un pays semi-colonial, comme dans le cas de l'Afghanistan ou de l'Irak, les révolutionnaires doivent se prononcer pour la défaite des agresseurs et se situer dans le camp militaire de la nation opprimée, sans pour autant que cela implique une quelconque subordination politique à son éventuelle direction. Nous luttons pour que dans les pays impérialistes la classe ouvrière et la jeunesse s'opposent activement aux interventions extérieures de leur bourgeoisie dans la mesure où toute avancée sur le plan externe de l'impérialisme se traduit, sur le plan interne, par le renforcement de sa capacité offensive contre le prolétariat et les classes populaires.

Nous nous opposons aussi à l'imposture inverse des courants chavistes et populistes qui ont défendu Kadhafi et qui aujourd'hui défendent la dictature d'Al-Assad en Syrie en les présentant comme des régimes «anti-impérialistes» progressistes. En Lybie nous avons soutenu le soulèvement armé contre la dictature de Kadhafi, un régime despotique et pro-impérialiste qui avait lancé une guerre civile pour écraser la rébellion populaire et conserver le contrôle de l'appareil d'État et des bénéfices énormes tirés de la rente pétrolière. Parallèlement, nous dénonçons l'intervention de l'OTAN et la politique pro-impérialiste de la direction du Conseil National de Transition tout comme le caractère

réactionnaire des différentes organisations islamistes. En Syrie, nous nous prononçons pour le renversement révolutionnaire d'Al-Assad et contre toute ingérence de l'impérialisme et de ses alliés régionaux. Cependant, cela n'implique nullement un quelconque soutien politique aux directions pro-impérialistes des « rebelles », à l'image de l'Armée Syrienne Libre.

Ces processus démontrent plus que jamais qu'il s'agit de lutter pour que le prolétariat se constitue en tant que sujet social et politique capable de prendre la direction du mouvement des masses opprimées et exploitées qui luttent contre les dictatures, avec pour objectif la prise du pouvoir politique.

La lutte du peuple palestinien contre l'oppression de l'État sioniste fait intrinsèquement partie des processus en cours dans le monde arabe. Les révolutionnaires défendent le droit à l'autodétermination nationale du peuple palestinien que lui refusent tant l'impérialisme que l'État sioniste. L'État d'Israël traite la minorité arabe israélienne comme des citoyens de seconde zone et s'oppose fermement au droit au retour des réfugiés palestiniens, dans la mesure où cela remettrait objectivement en cause le caractère exclusivement juif et par conséquent raciste de l'État sioniste. C'est en ce sens que nous défendons le droit au retour de tous les réfugiés palestiniens expulsés par la colonisation sioniste prolongée par l'occupation militaire et l'extension des colonies de peuplement. Contre la fausse solution des deux États et contre la stratégie réactionnaire des directions islamiques visant à établir un État théocratique, nous luttons pour le démantèlement de l'État d'Israël en tant qu'enclave pro-impérialiste et coloniale et nous défendons la perspective d'un État unique palestinien sur la totalité du territoire historique de la Palestine, à savoir une Palestine ouvrière et socialiste où puissent vivre en paix arabes et juifs.

La révolution arabe ne peut triompher que sur la base d'une dynamique de révolution permanente, c'est-à-dire à travers la prise du pouvoir par les travailleurs soutenus par les couches populaires et à travers leurs propres organismes de lutte. Seul un tel pouvoir, à savoir la dictature du prolétariat appuyée sur l'alliance avec les masses opprimées des villes et des campagnes, est en mesure de garantir et de mener jusqu'au bout les tâches démocratiques structurelles de la révolution, à commencer par la libération du joug impérialiste et la lutte contre son agent local, l'État sioniste colonialiste, avec l'objectif d'établir une Fédération Socialiste dans toute la région.

La lutte contre l'impérialisme et pour l'indépendance de la classe ouvrière en Amérique Latine

Entre la fin des années 1990 et le début des années 2000, l'Amérique Latine a connu des mobilisations de masse dont les protagonistes principaux ont été les alliés du prolétariat, les paysans, les classes populaires des villes et les secteurs les plus exploités de la classe ouvrière à l'image du mouvement des chômeurs en Argentine. Ces mobilisations et ces soulèvements ont débouché sur le renversement de plusieurs gouvernements néolibéraux qui répondaient au «Consensus de Washington» et sur la mise en place de gouvernements soi-disant progressistes de type populiste ou nationaliste.

Ces gouvernements ont bénéficié d'une décennie de croissance économique exceptionnelle. La rente agraire, dans le cas de l'Argentine, ou minière ou pétrolière, dans le cas de la Bolivie ou du Venezuela, ont servi au développement de secteurs bourgeois liés au marché intérieur par le bais d'aides, de tarifs préférentiels, de dévaluation, etc., sans apporter de transformations structurelles et permettant au patronat de continuer à engranger des profits immenses. De plus, et malgré le discours mis en avant, ces gouvernements ont utilisé l'État pour servir leurs propres intérêts et pour tenter de mettre en place une bourgeoisie leur étant liée. C'est ce que montrent l'enrichissement des fonctionnaires et les scandales de corruption qui secouent ces gouvernements.

Au moment où les effets de la décélération économique, conséquence de la crise mondiale, se font sentir en Amérique latine, ces gouvernements commencent à montrer leur caractère anti-ouvrier. En Argentine, Cristina Kirchner est confrontée aux revendications salariales face à l'inflation galopante tandis qu'elle soutient l'impôt sur les salaires. Au Venezuela, Nicolás Maduro a réalisé une forte dévaluation et a négocié avec le patronat putchiste. Evo Morales a, quant à lui, lancé une brutale offensive contre les travailleurs pour défendre le système de retraite hérité de la période néolibérale. Au Brésil, le gouvernement du PT a choisi la répression pour répondre aux manifestants qui protestaient contre l'augmentation du prix des transports publics, contre la corrup-

tion et les inégalités criantes. Le résultat a été que des centaines de milliers d'autres manifestants sont descendus dans la rue, donnant lieu aux mobilisations les plus importantes des trente dernières années.

La «fin de cycle» que connaissent ces gouvernements post-néolibéraux s'accompagne d'un certain retour sur le devant de la scène du mouvement ouvrier et donne lieu à des phénomènes de lutte et de réorganisation aussi bien sur le plan syndical que politique. L'Argentine a connu en novembre 2012 sa première grève générale contre le gouvernement kirchnériste en place depuis 2003. L'appel à la grève lancé par la CGT, qui a été l'un des principaux soutiens du kirchnérisme, ainsi que par l'aile oppositionnelle de la CTA a été investi par les travailleurs qui ont ainsi exprimé leur mécontentement⁴. Les secteurs antibureaucratiques et ceux animés par la gauche lutte de classes, dont notre courant en Argentine est partie prenante, ont été à l'origine des principales actions menées au cours de cette journée de grève générale. La division interne du péronisme, d'une part, ainsi qu'un début de processus de rupture de secteurs du monde du travail vis-à-vis du gouvernement et le ras-le-bol à l'égard de la bureaucratie syndicale, d'autre part, représentent autant d'opportunités pour avancer dans la construction d'un parti des travailleurs révolutionnaires en Argentine.

La Bolivie a connu un grand mouvement contre la loi sur les retraites en mai 2013 qui a été amorcé par les mineurs et qui a poussé dans les cordes le gouvernement d'Evo Morales. Cette grève est un élément central dans la lutte de classes pour le pays et coïncide avec le processus de fondation du Parti des Travailleurs en Bolivie, dont la force motrice sont les mineurs de Huanuni. Avant même de voir formellement le jour, le parti doit faire face à deux obstacles: d'une part, un secteur de la bureaucratie de la COB, lié au gouvernement de Morales, s'oppose fermement à la naissance d'une organisation politique des travailleurs; d'autre part, un autre secteur de la bureaucratie cherche à en circonscrire la portée dans le cadre étroit du régime, dans le but d'éviter que le PT ne se lie aux conflits sociaux, ne soit régi par les principes de la démocratie ouvrière et ne soit contrôlé par la base des syndicats.

A la suite des mobilisations historiques de la jeunesse qui ont secoué le pays, le Brésil a connu en juillet 2013 une première journée nationale de lutte, appelée par la CUT⁵ et d'autres organisations syndicales. Cette journée n'a pas eu la portée d'une grève générale mais il s'agit de la

[4] CGT et CTA sont les deux confédérations syndicales argentines [NdE].

[5] Principal syndicat brésilien, lié au PT, parti au pouvoir [NdE].

première action de cette nature depuis des décennies. La direction de la CUT a cherché par tous les moyens d'en contenir le développement, mais dans le cadre de la grève un certain nombre d'actions ont été menées par des équipes militantes du mouvement ouvrier, à l'image du blocage de la production de l'usine General Motors de la banlieue de São Paulo.

Au Chili, la jeunesse manifeste pour le droit à l'éducation gratuite depuis des années. C'est dans ce cadre que le 11 juillet l'appel à la grève générale a donné lieu aux mobilisations ouvrières les plus importantes depuis la chute de la dictature de Pinochet, et ce également en dépit de l'orientation de la CUT chilienne⁶ qui a empêché que les travailleurs du secteur privé ne se joignent à la grève. L'unité ouvrière-étudiante s'est développée au cours des manifestations, et on a vu apparaître des secteurs d'avant-garde à la gauche de la bureaucratie syndicale et du PC, à l'origine des barricades qui ont été érigées dans plusieurs villes du pays le jour de la grève.

En Uruguay, la grève historique de 32 jours des enseignants du premier semestre 2013 est un symptôme du changement d'état d'esprit au sein du mouvement ouvrier ainsi que d'un mécontentement croissant à l'égard du gouvernement du Frente Amplio⁷.

Malgré une certaine fragmentation entre différents secteurs du monde du travail (CDI, syndiqués et précaires, soumis à l'exploitation la plus extrême), on a assisté au cours de la dernière décennie en Amérique latine à un début de recomposition objective des forces du salariat. Dans de nombreux cas, comme en Argentine par exemple, ce processus s'est accompagné d'une recomposition syndicale dans des secteurs d'avant-garde du mouvement ouvrier.

En dépit des tentatives systématiques des gouvernements «progressistes» de subordonner les syndicats à l'État, le combat du mouvement ouvrier pour l'indépendance complète et inconditionnelle de ses organisations de lutte face à l'État capitaliste est fondamental. Ce combat est étroitement lié à la lutte pour la démocratie syndicale, au combat pour expulser la bureaucratie des organisations ouvrières et pour qu'elles reprennent à leur compte les revendications de l'ensemble du monde du travail.

[6] Principal confédération syndicale du pays, fortement influencé par le PC [NdE].

[7] Coalition de centre-gauche au pouvoir à Montevideo depuis 2004 [NdE].

Le chavisme, aujourd'hui à la suite du décès de l'ancien président vénézuélien, a été la forme la plus à gauche des populismes latino-américains. Ce régime a emprunté les traits de ce que Trotsky définit comme bonapartisme sui generis de gauche, à savoir lorsque des secteurs nationalistes basés sur les forces armées se présentent en arbitres entre les masses ouvrières et populaires, une bourgeoisie nationale fragile et l'impérialisme. Dans l'histoire, le régime de Cárdenas au Mexique et celui de Perón en Argentine en sont les meilleurs exemples. Cependant, si l'on compare ces différentes périodes, le chavisme a eu une portée beaucoup plus limitée. Cela s'exprime par le fait qu'il n'a produit aucun changement structurel par rapport à la nature profondément dépendante du pays vis-à-vis de l'extérieur et par rapport au caractère rentier de son économie.

Profitant de l'augmentation du prix du baril, Chávez a fait des concessions aux secteurs les plus pauvres de la population basée sur une redistribution partielle de la rente pétrolière. Sur le plan extérieur, il a mené dans un premier temps une politique relativement indépendante des diktats de Washington, comme cela s'est exprimé dans le cas de l'opposition aux traités de libre échange des Amériques, ALCA, dans la création d'un marché commun « alternatif », l'ALBA, dans les livraisons de pétrole à Cuba, ses relations étroites avec l'Iran, l'alignement sur la politique de la Chine et de la Russie, etc. Cependant, Caracas a mené ces dernières années une politique régionale qui s'est avérée extrêmement confortable pour les intérêts de l'impérialisme nord-américain, tout en collaborant étroitement avec le gouvernement pro-impérialiste de Santos en Colombie.

Sur ce cas précis, le gouvernement de Chávez a d'abord exigé que les guérilleros des FARC et de l'ELN rendent les armes. Plus tard, grâce au travail de renseignement mené

en commun avec le gouvernement Santos, il a aidé à la détention de certains d'entre eux, allant jusqu'à les livrer au gouvernement colombien. De la même manière, le gouvernement Chávez a joué un rôle clef dans la légitimation et la stabilisation du régime né d'un coup d'État soutenu par les États-Unis au Honduras en 2009. Il a ensuite entériné l'entrée du Venezuela au sein du MERCOSUR, reléguant au second plan la politique de l'ALBA.

Le patronat vénézuélien, avec l'aval des États Unis, a tenté sans succès, de renverser le gouvernement chaviste par un coup d'État en 2002, suivi d'une tentative de grève-sabotage de l'industrie pétrolière avec lock-out en 2003 de PDVSA, l'entreprise nationale d'hydrocarbure. Nos camarades au Venezuela se sont opposés activement au putsch, et ont participé aux actions ouvrières et populaires pour le mettre en échec.

Mais malgré ses relations souvent conflictuelles avec certains secteurs du patronat et avec les États-Unis, le chavisme n'a pas changé les fondements structurels du pays. En dépit de sa rhétorique «révolutionnaire», le projet de Chávez n'a jamais été qu'un pâle reflet de ce qu'a été historiquement le nationalisme bourgeois. Son but a été de chercher à améliorer les conditions de captation de la rente pétrolière, avec pour volonté affichée de «diversifier l'économie nationale», «d'industrialiser» le pays, en s'associant aux capitalistes locaux et impérialistes, comme cela s'est vu à travers la création d'entreprises pétrolières et gazières mixtes, dans lesquelles l'État joue un rôle important.

Cependant, ces prétentions n'ont pas dépassé le stade des vœux pieux, avec un pays complètement dépendant de la rente pétrolière, des importations et un endettement public très élevé. Les quinze années de pouvoir de Chávez ont montré les limites du nationalisme bourgeois et son incapacité à obtenir une réelle indépendance nationale par rapport à l'impérialisme. Les nationalisations menées par Chávez ou Morales en Bolivie ont signifié un certain retour en arrière dans la vague de privatisations qui a caractérisé les années 1990. Toutefois, les entreprises étatisées ont été rachetées aux grands groupes économiques à prix de marché ou après le paiement d'importantes indemnités. Pendant ce temps, les affaires des grands capitalistes ont suivi leur cours normal et un secteur de nouveaux riches, la «bolibourgeoisie», a fait fortune grâce à ses liens avec l'État «bolivarien» du Venezuela.

Après l'effondrement du régime du «Punto fijo» (1958-1998), résultat du grand soulèvement populaire connu sous le nom de «Caracazo», l'arrivée de Chávez au pouvoir, a bloqué le développement d'une dy-

namique révolutionnaire dans le pays. En dernière instance, à travers un profond changement de régime, au prix d'importantes concessions faites aux masses et d'une politisation de l'Armée, le chavisme a pu régénérer l'État capitaliste, étatiser les mouvements sociaux et contenir la lutte de classes à des moments très tendus, comme lors du coup d'État manqué de 2002 et du lock-out pétrolier de 2003. Il a également essayé de mettre au pas la classe ouvrière en intégrant les directions syndicales pour construire une nouvelle centrale ouvrière liée au gouvernement et en n'hésitant pas à aller jusqu'à criminaliser les grèves.

Bien que Chávez et son successeur Maduro parlent de «socialisme», il est évident qu'au Venezuela l'organisation sociale basée sur la propriété privée et l'exploitation capitaliste n'a pas été modifiée.

La gauche radicale s'est divisée face à ces gouvernements populistes. D'un côté, certains ont adopté le mot d'ordre de «socialisme du XXI^{ème} siècle» de Chávez comme modèle. De l'autre, des courants d'extrême-gauche se réclamant du marxisme ou de la révolution se sont également adaptés au chavisme et à l'«evomoralisme», abandonnant ainsi la lutte la plus élémentaire pour l'indépendance politique de la classe ouvrière. Enfin, d'autres courants sont passés directement au réformisme bourgeois, nationaliste ou de centre-gauche, disparaissant en tant que tendance indépendante. C'est le cas par exemple de la majorité de Démocratie Socialiste (ex-Secrétariat Unifié) au sein du PT brésilien, DS ayant même participé aux gouvernements Lula. C'est le cas également de l'intégration de la Tendance Marxiste Internationale (TMI) au PSUV chaviste du Venezuela ou de El Militante, sa section mexicaine, au sein du PRD puis derrière la candidature de Andrés Manuel López Obrador.

D'autres courants, à l'instar de la LIT-QI ou de la UIT-QI, ont défendu des orientations changeantes mais qui n'en ont pas moins été capitulardes. Le groupe de la UIT-QI au Venezuela est passé de la subordination au chavisme pendant de longues années, en appelant notamment à voter massivement pour Chávez en 2006, à des accords et des alliances avec des bureaucrates syndicaux liés à des partis de droite. La LIT-QI, de son côté, qui avait également appelé à voter Chávez en 2006, a défendu le «non» lors du référendum constitutionnel de 2007, aux côtés de l'opposition bourgeoise. Derrière ces zigzags, qui témoignent d'une absence d'ancrage dans les principes de l'indépendance de classe et de l'anti-impérialisme, se cache la logique de la «théorie de la révolution démocratique», logique qui conduit ces courants, face aux régimes bonapartistes sui generis de gauche, à suivre le camp soi-disant démocra-

tique de la droite, sans même dénoncer le fait que derrière cette même droite se cache l'impérialisme étasunien.

Pour les révolutionnaires, la lutte contre l'impérialisme est une question de principes. La libération nationale et l'unité latino-américaine est inconcevable sans rompre avec l'impérialisme. Il n'est pas possible de résoudre la question agraire, d'en finir avec l'oppression dont souffrent les peuples originaires ni même d'assurer de façon durable et généralisée le pain, le travail, l'éducation, la santé et le logement pour tous sans toucher au grand capital et à la grande propriété foncière. Les tâches démocratiques et nationales ne peuvent être résolues en alliance avec la bourgeoisie, inféodée à l'impérialisme et terrorisée à l'idée d'une possible mobilisation des masses, la seule façon cependant, pour vaincre la réaction. Les représentants «de gauche» du nationalisme bourgeois, que ce soient des «officiers bolivariens» ou des politiciens progressistes, sont incapables d'aller au-delà de leurs propres limitations de classe.

L'expérience des dix dernières années n'a fait que ratifier une leçon fondamentale des processus révolutionnaires et des phénomènes politiques multiples que l'Amérique latine a vécus depuis plus de cent ans: la voie des réformes graduelles pour la libération nationale et sociale est une impasse, la plus grande des utopies des politiciens soi-disant réalistes, voire même la plus grande des escroqueries. Il n'y a d'autre chemin que celui de la révolution, et, bien entendu, cette révolution ne peut se concevoir dans sa version «bolivarienne» ni même dans son acceptation étapistes ou démocratique. Cette révolution doit se poser dans les termes de la révolution permanente.

Les tâches démocratiques structurelles doivent être résolues par la classe ouvrière et ses alliés, les paysans, les indigènes, les secteurs populaires. Leur résolution pleine et effective ne peut être garantie sans la prise du pouvoir par les travailleurs. Pour ce faire, il est inévitable et central d'intervenir de façon radicale dans le régime de propriété privée, jetant ainsi les bases de la transition au socialisme. Les liens existants entre les pays latino-américains et la nécessité de faire plier la réaction impérialiste amèneront à l'extension de la révolution à travers le continent et ouvriront la voie à une Fédération des Républiques Socialistes d'Amérique latine, en l'alliance avec le prolétariat étasunien et international.

Contre le blocus impérialiste et la restauration capitaliste à Cuba

La politique à l'égard de Cuba divise l'extrême gauche latino-américaine et mondiale. Ceux qui capitulent vis-à-vis de gouvernements populistes comme celui de Chávez, adoptent une position similaire vis-à-vis de Cuba. Ils confondent la défense des conquêtes de la révolution qui subsistent avec la défense inconditionnelle du régime dominé par le Parti Communiste Cubain, parti unique, et le clan Castro. Cette gauche populiste a recours au vieil argument selon lequel toute critique à l'égard du gouvernement de Raúl Castro «fait le jeu de la droite et de l'impérialisme». C'est une façon d'éviter toute discussion sérieuse par rapport aux mesures de restauration capitaliste graduelle que le régime cubain est en train de prendre, remettant par là-même en cause les bases de l'État cubain dans sa configuration d'après 1959.

A l'opposé, on trouve la LIT-QI qui soutient que le capitalisme a déjà été restauré à Cuba, que la lutte contre le blocus impérialiste n'a aucune espèce d'importance et que la clef est de mener à bien une «révolution démocratique» contre le régime cubain que la LIT-QI considère comme une dictature capitaliste comparable aux régimes militaires du Chili de Pinochet ou de l'Argentine de Videla, dans les années 1970. Cette orientation politique opportuniste qui repose sur l'unité de tous ceux qui s'opposent à la dictature situe la LIT-QI dans le camp des restauracionnistes, de la dissidence interne et procapitaliste, des Cubains de Miami exilés après la révolution de 1959, et du gouvernement d'Obama.

A l'encontre de ces deux positions qui conduisent à capituler face aux différents agents de la restauration capitaliste, nous défendons un programme de révolution politique et sociale partant de la lutte contre le blocus impérialiste et pour la défense des conquêtes héritées de la révolution de 1959, bien que remises en cause par la bureaucratie au pouvoir, et ceci de façon à en finir avec le régime de parti unique et la caste bureaucratique privilégiée. Nous défendons le droit de réunion, d'expression et d'organisation syndicale et politique des travailleurs. Contre le régime de parti unique et la politique impérialiste visant à mettre en place une démocratie parlementaire bourgeoise, nous lut-

tons pour un État ouvrier révolutionnaire basé sur des conseils de travailleurs, de paysans et de soldats et pour la légalisation des partis défendant les conquêtes de la révolution et se revendiquant de l'anti-capitalisme. Nous luttons pour revenir sur les mesures prises au cours de «la période spéciale» (à la suite de la chute de l'URSS et durant la période de rationnement de l'économie cubaine) et sous le gouvernement de Raúl Castro, notamment en ce qui concerne les concessions faites au capital étranger. Nous combattons également les mesures austéritaires prises ces dernières années, tels que les licenciements dans l'administration, ou les coupes dans les budgets des cantines ouvrières. Nous défendons la perspective du contrôle des travailleurs sur la production et sur les entreprises qui sont aujourd'hui aux mains de l'armée cubaine, l'un des agents internes de la restauration. Nous luttons pour le rétablissement du monopole du commerce extérieur et pour réorienter l'économie en fonction des intérêts de la révolution et des travailleurs, des paysans et des masses populaires cubaines, à travers l'établissement d'une planification démocratique de l'économie. Le combat contre la restauration capitaliste à Cuba fait partie de la lutte pour la révolution socialiste dans l'ensemble de l'Amérique latine.

Pour des partis de travailleurs révolutionnaires et internationalistes

Le parti ouvrier révolutionnaire doit faire siennes, comme le disait Lénine, toutes les injures, les offenses et les abus dont souffrent les classes populaires et les opprimés en général. C'est la condition d'une lutte conséquente pour que la classe ouvrière conquière l'hégémonie sur les classes opprimées et les secteurs intermédiaires spoliés par le capital, pour renverser la bourgeoisie et prendre le pouvoir.

Cédant à l'air du temps réactionnaire propre à l'étape de restauration bourgeoise, un secteur conséquent des courants d'extrême gauche issus du trotskisme a soutenu que pour éviter les travers du «syndicalisme/corporatisme ouvriériste» et adopter une stratégie hégémonique, il était nécessaire de créer des «partis larges» où se dilue le caractère de classe pour inclure à l'intérieur de l'organisation la pluralité des «nouveaux mouvements sociaux». C'est l'idée des «partis des luttes»



au sein desquels s'effacent les frontières entre réformistes et révolutionnaires par le biais d'organisations communes ou de blocs politiques permanents, basés sur des programmes minimaux, qu'ils soient génériquement «anticapitalistes» ou tout simplement «anti-néolibéraux». On peut voir quelques exemples de cette politique opportuniste dans la coalition RESPECT qu'intégrait le SWP britannique avec des secteurs bourgeois de la communauté musulmane. On a pu le voir aussi à travers la mise en place du NPA, un parti sans délimitation stratégique, dont la direction défend aujourd'hui la perspective d'un bloc permanent avec le courant réformiste qu'est le Front de Gauche de Mélenchon.

L'idée que l'hégémonie s'exprime à l'intérieur de l'appareil d'un parti, et que par conséquent ce parti doit contenir en son sein tous les mouvements de lutte contre l'oppression et de remise en cause de l'ordre établi, avec la classe ouvrière comme un simple mouvement supplémentaire, non seulement n'est qu'une fiction qui prétend enfermer toute la diversité des luttes des classes opprimées et des «mouvements» dans un même appareil mais, de plus, transforme l'hégémonie en une abstraction en dehors de la lutte des classes.

Aujourd'hui, face au rôle croissant joué par le monde du travail et au processus de recomposition subjective qu'il connaît, ce scepticisme vis-à-vis de la classe ouvrière et de sa capacité à être hégémonique, et la politique opportuniste qui en est le corrélat sont des plus nuisibles.

Sans se proposer de conquérir des fractions révolutionnaires, d'abord et avant tout dans les syndicats et plus généralement dans les «mouvements» au sein desquels on intervient, il est impossible d'influencer des secteurs de masses si ce n'est en limitant son programme pour constituer des blocs politiques, presque toujours purement électoraux, avec les directions réformistes.

Si l'on se place sur le terrain électoral, le Front de [l'Extrême] gauche et des Travailleurs (FIT) constitué par le PTS aux côtés du Parti Ouvrier

et de Izquierda Socialista a démontré qu'il n'était pas nécessaire de se retrouver à la remorque du centre-gauche pour être reconnu par des franges importantes du monde du travail et de la jeunesse.

Face à la crise de ces projets de partis larges qui dans de nombreux cas mènent à la démoralisation et à l'impuissance, nous réaffirmons la nécessité de construire des partis ouvriers révolutionnaires d'avant-garde à l'échelle nationale et internationale pour l'intervention dans la lutte des classes.

Fractions révolutionnaires dans les syndicats, front unique et auto-organisation

Au cours des trois dernières décennies, la classe ouvrière mondiale s'est transformée. L'incorporation de centaines de millions de nouveaux travailleurs urbains provenant des campagnes et l'extension du processus de salarisation de nouveaux secteurs, notamment dans les services, font que le monde du travail salarié constitue la majorité de la population mondiale pour la première fois dans l'histoire.

Cependant, cette situation s'accompagne d'un processus d'augmentation de la fragmentation du salariat. A la division traditionnelle imposée par le capital entre la classe ouvrière des pays impérialistes et celle des semi-colonies et des colonies s'en sont ajoutées d'autres. Le salariat en CDI, aux salaires et aux conditions de travail supérieurs à la moyenne ne doit pas faire oublier l'accroissement de l'armée industrielle de réserve, l'apparition de travailleurs de «seconde zone» à contrats à durée déterminée, embauchés dans la sous-traitance, sans contrat ou hors contrat, «sans papiers», etc., et qui constituent la moitié du prolétariat au niveau mondial.

Cette fracture a été le produit de l'offensive néolibérale. Elle s'est donnée parallèlement au recul des organisations du monde du travail et avec la complicité non seulement de ses directions politiques traditionnelles (sociales-démocrates, communistes, nationalistes bourgeoises), mais également avec celle des directions syndicales bureaucratiques.

Dans les faits, ces dernières marginalisent systématiquement des structures syndicales les chômeurs, les travailleurs précaires, les «sans-papiers»...

Cette contradiction entre l'énorme poids social du prolétariat, d'un côté, et sa fragmentation interne, de l'autre, fait de la tactique du front unique ouvrier une arme essentielle pour la lutte des classes. Cette tactique prend une importance toute particulière dans le cadre de la crise capitaliste et le retour sur le devant de la scène de l'intervention ouvrière. Les révolutionnaires se battent pour le front unique, à savoir la plus large unité d'action des masses mobilisées contre les attaques du capital. Ils exigent cette unité aux directions bureaucratiques du mouvement ouvrier, notamment lorsque différentes fractions et organisations syndicales existent.

Dans des pays comme la Grèce où la classe ouvrière a été à l'origine de dizaines de journées d'action et de grèves générales, les directions officielles empêchent l'unité dans l'action. Il faut de toute urgence imposer le front unique ouvrier aux organisations de masses pour développer la lutte contre les plans d'austérité et les attaques du gouvernement de Nouvelle Démocratie-PASOK, pour affronter et balayer la menace néonazie que représente Aube Dorée et pour accélérer l'expérience des masses et en disputer la direction aux réformistes. Il est nécessaire de combattre pour que les syndicats défendent un programme transitoire qui s'en prenne aux intérêts des capitalistes et dépasse toute logique corporatiste. Présenter une issue ouvrière à l'ensemble des exploités et opprimés implique de commencer par rejeter les mémorandums et de poser la question de la nationalisation du secteur bancaire sous contrôle des travailleurs et l'étatisation des entreprises qui ferment sous gestion ouvrière. En ce sens, la politique du Parti Communiste Grec (KKE) est parfaitement criminelle. Le KKE dirige un secteur important du prolétariat mais refuse de défendre cette politique de front unique vis-à-vis des directions majoritaires du mouvement ouvrier. En organisant de son côté ses propres actions, il se transforme en un obstacle majeur à la perspective d'une véritable grève générale politique capable d'en finir avec le gouvernement de la Troïka.

Différents courants d'extrême gauche interprètent de manière opportuniste la tactique du front unique. Généralement, ils la transforment en une adaptation passive aux directions syndicales bureaucratiques et réformistes. A l'inverse, la tactique du front unique a pour objectif stratégique le développement de fractions révolutionnaires capables de disputer la direction des syndicats à la bureaucratie. Les révolution-

naires se battent pour imposer la démocratie syndicale et expulser de ces organisations la bureaucratie ainsi que pour leur indépendance la plus complète vis-à-vis de l'État capitaliste. C'est pour cette raison que nous développons un travail systématique dans les syndicats, en tant qu'organisations ouvrières de masses.

Même dans les pays où le taux de syndicalisation continue à être relativement élevé, à l'instar de l'Argentine, les syndicats ne regroupent qu'un secteur du salariat. Il s'agit, en règle générale, des salariés les mieux payés tandis que les chômeurs et les travailleurs précaires restent à l'écart de ces organisations. Plus encore, dans le cadre de la crise capitaliste actuelle, et lorsque ce sont les secteurs les moins avancés et les moins organisés de la classe ouvrière qui se lancent dans la bataille, il est nécessaire de combattre pour des organismes de front unique incluant tous les secteurs mobilisés.

La création d'organes de coordination et d'auto-détermination de masses, plus à même de mener le combat, est d'une importance centrale. Tout d'abord parce qu'à certains moments et face à un changement du rapport de forces, le front unique défensif face aux attaques du capital peut se transformer en front unique offensif, ce qui implique de rompre avec la légalité bourgeoise et de passer à la lutte pour le pouvoir. Par ailleurs, dans les situations révolutionnaires, ces organes, en se développant, peuvent se transformer en l'expression du pouvoir des travailleurs et des opprimés en lutte pour le renversement de l'État capitaliste et, après la révolution, devenir les bases fondamentales du futur État prolétarien.



La lutte contre l'oppression : « mouvements sociaux » et parti révolutionnaire

Tout au long de l'offensive néolibérale, l'État a avancé dans un processus d'intégration des mouvements pour les droits civiques et démocratiques, notamment dans les pays centraux. Un certain nombre de concessions ont été opérées vis-à-vis de ces mouvements, pour certains apparus notamment entre les années 1950 et 1970 et qui, à l'origine, étaient beaucoup plus radicaux. Ces concessions n'ont pas pour autant remis en cause l'essentiel des conditions d'oppression. Aujourd'hui, alors que dans certains pays les gouvernements font des concessions démocratiques limitées, à l'image du mariage pour tous, ailleurs les partis de droite et l'Église menacent les droits déjà acquis. C'est le cas par exemple du droit à l'IVG dans l'État espagnol.

Le combat contre l'oppression de genre, l'homophobie, le racisme et la xénophobie et contre toute forme d'oppression et de discrimination fait intégralement partie de la lutte de la classe ouvrière pour conquérir l'hégémonie dans le combat contre la domination bourgeoise.

Pour ce qui est de la lutte pour la libération des femmes, non seulement elles constituent la majorité de l'humanité mais elles représentent 40% de la force de travail à échelle mondiale, fait inédit jusqu'à présent. Cependant, plus de la moitié d'entre elles travaillent dans des conditions précaires.

Au cours des dernières décennies, la prise en compte de la question féministe et des droits des LGBT par l'État et les organismes internationaux a favorisé l'intégration de larges secteurs des mouvements sociaux. Cette situation contraste avec l'accroissement des inégalités sociales qui font que des millions d'êtres humains sont condamnés à la marginalité et aux pires des humiliations, et que se développent à large échelle la traite des personnes, l'exploitation sexuelle et les violences faites aux femmes.

La question du racisme est assez semblable. A des degrés divers, les secteurs dominants de certaines communautés aux États-Unis, en

Afrique du Sud ou au Brésil ont été intégrés. C'est ce qui a même permis qu'un président afro-américain entre pour la première fois à la Maison Blanche. Toutefois, dans le cas de l'Amérique du Nord, la grande majorité de la population carcérale et des pauvres sont noirs ou latino-américains et le racisme reste chevillé au corps des institutions comme le montre l'assassinat impuni de Trayvon Martin.

Dans les pays impérialistes les communautés d'origine arabo-musulmanes représentent une fraction importante des classes populaires et du monde du travail. Après les attentats du 11 septembre notamment et dans le cadre de la «guerre contre le terrorisme», elles sont l'objet de politiques systématiques de discrimination, orchestrées au plus haut niveau de l'État. Dans de nombreux cas, ces discriminations s'exercent au nom de la défense de la laïcité ou, parfois, en instrumentalisant la question des droits des femmes ou des LGBT. Par-delà leur couverture faussement démocratique, ces mesures visent à promouvoir la fragmentation du monde du travail.

La xénophobie et le racisme sont des outils fondamentaux pour la domination de classe. C'est par ce biais que la bourgeoisie détourne la haine des exploités vers les travailleurs migrants et cherche à diviser le salariat entre travailleurs «de souche» et «étrangers» ainsi qu'à créer une unité nationale et réactionnaire. Ce racisme, porté par les politiques anti-migratoires étatiques et les camps de concentration pour «sans-papiers», est aujourd'hui en pleine expansion en raison de la crise, conduisant au renforcement des courants d'extrême droite qui exacerbent ces préjugés.

En Afrique du Sud, les conditions de vie de la grande majorité des Noirs restent inchangées malgré la fin de l'Apartheid. La police continue à assassiner les travailleurs qui relèvent la tête, comme on a pu le voir lors du massacre de Marikana. Au Brésil, un pays où le discours officiel véhiculé par la bourgeoisie est celui d'un pays exempt de racisme et où un Noir a été élu à la Cour suprême, ce sont les Noirs qui font majoritairement partie de l'armée de travailleurs précaires et de la sous-traitance. Ce sont eux qui souffrent le plus du manque de logements et qui sont l'objet d'assassinats et de disparitions orchestrés par la police.

C'est de la lutte des exploités et des combats contre les multiples oppressions qui traversent la société capitaliste que naîtront les forces nécessaires pour faire plier la domination de la bourgeoisie. La condition à cela est que cette pluralité ne constitue pas une juxtaposition de dissidences mais que son noyau soit composé par une force sociale capable de bloquer les ressorts stratégiques de la société capitaliste.

Cette force n'est autre que la classe ouvrière.

Cependant la position stratégique qu'a la classe ouvrière dans le capitalisme et qui fait d'elle le sujet fondamental de la révolution ne la rend pas pour autant porteuse d'une stratégie hégémonique. Le prolétariat est en effet soumis aux conditions d'exploitation que le capital lui impose et il représente l'un des principaux destinataires de la propagande bourgeoise des préjugés sexistes, misogynes, homophobes, racistes et xénophobes. Dans bien des cas, c'est ce qui façonne la conscience de l'ouvrier moyen et c'est ce dont tirent profit les partis d'extrême droite à l'instar de la Ligue du Nord en Italie ou du Front National en France.

Les mouvements de libération des femmes et pour les droits civiques et démocratiques sont des mouvements polyclassistes. C'est ce qui les rend perméables à l'idéologie bourgeoise qui est l'idéologie dominante et qui s'impose «naturellement» dans la société capitaliste. Cependant au cours des poussées de la lutte des classes, ces mouvements peuvent se radicaliser et des fractions anticapitalistes peuvent apparaître en leur sein comme cela s'est vu dans les années 1970. A l'inverse, la perte de radicalité de ces mouvements au cours des dernières décennies coïncide avec le recul subjectif de la classe ouvrière.

Pour les révolutionnaires c'est une question de principes que d'affronter toutes les oppressions et de combattre tous les préjugés que la bourgeoisie instille au sein du salariat à travers l'État, ses partis et ses institutions, comme l'Église, et ce pour intensifier son exploitation. Mais ceci ne veut pas non plus dire qu'il faille s'adapter, par exemple, au féminisme petit-bourgeois et à ses différents courants ni même abandonner la stratégie prolétaire pour faire le pari de la construction de «partis larges» centrés sur les mouvements les plus divers. L'opposition que prétendent établir ceux qui renient la révolution, entre un parti révolutionnaire de classe et les soi-disant «nouveaux mouvements sociaux» a comme base l'identification du parti à la classe ouvrière dans son ensemble d'un côté, et de l'autre, les «mouvements» aux idéologies imposées par les secteurs petit-bourgeois qui y participent.

Un parti révolutionnaire est un parti qui lutte pour que le monde du travail reprenne à son compte le combat contre toute forme d'oppression. Ce faisant, le parti doit participer et construire tous les mouvements pour la libération des femmes, pour la libération sexuelle, contre le racisme et chercher à construire, en leur sein, des fractions révolutionnaires visant à confluer avec la lutte de la classe ouvrière pour la révolution socialiste.

La question du pouvoir et de la révolution : gouvernement de gauche vs gouvernement ouvrier

L'adaptation d'une grande partie de la gauche radicale aux différents courants du néo-réformisme s'est traduite dans le remplacement du mot d'ordre de «gouvernement ouvrier», lié dans la tradition du marxisme révolutionnaire à la stratégie insurrectionnelle pour la conquête du pouvoir, par celui de «gouvernement de gauche» ou «gouvernement anti-austérité», c'est-à-dire d'un gouvernement de gestion du capitalisme dans le cadre de l'État bourgeois. Cette politique s'est exprimée par le ralliement par la majorité des courants se réclamant du trotskysme à l'appel de Syriza visant à mettre en place un «gouvernement de gauche» en Grèce, et ce bien que Syriza défende un programme de collaboration de classes et de conciliation avec l'impérialisme européen.

Cette politique opportuniste qui sème des illusions vis-à-vis d'hypothétiques gouvernements de collaboration de classe n'a strictement rien à voir avec la tactique du «gouvernement ouvrier» en tant que plus haute expression du front unique ouvrier, discutée par la III^{ème} Internationale dans les années 1920 et intégrée par la suite par Trotsky au Programme de Transition en tant que revendication antibourgeoise et anticapitaliste.

Il existe plusieurs conditions pour appliquer la tactique du «gouvernement ouvrier» lancée en direction des organisations réelles de la classe ouvrière, même lorsqu'il s'agit d'organisations réformistes. Cette orientation est censée permettre d'accélérer les préparatifs pour la prise du pouvoir, notamment l'armement du prolétariat en vue de l'insurrection, ainsi que le développement du parti révolutionnaire, de façon à disputer la direction du mouvement ouvrier à ses directions traditionnelles.

La conception révolutionnaire du front unique orienté en direction des organisations de masses de la classe ouvrière pour développer la mobilisation n'a rien à voir avec l'appel à voter et même à adopter de façon acritique le programme minimum des courants électoraux réformistes de gauche comme Syriza. Ces derniers ne sont, en aucun cas, des directions ayant un poids décisif dans le mouvement ouvrier. Il s'agit essentiellement d'appareils électoraux bâtis autour de personnalités médiatiques et charismatiques. Ce dont il s'agit, c'est de gagner la majorité de

la classe ouvrière, à travers sa propre expérience, pour la révolution.

L'insurrection capable d'imposer le pouvoir ouvrier ne peut être l'œuvre d'une minorité ni le produit spontané du soulèvement des masses. C'est un art qui implique une direction à même d'orienter consciemment leur action vers la prise du pouvoir. La tactique du «gouvernement ouvrier» consiste à permettre l'affrontement des grandes majorités des travailleurs avec l'ensemble du régime bourgeois et à accélérer l'expérience des masses vis-à-vis des directions réformistes et à élargir, ce faisant, l'influence des révolutionnaires.

Les conditions objectives et subjectives qui sont en train d'émerger avec la crise capitaliste nous posent la nécessité d'appliquer des tactiques et de défendre des orientations politiques audacieuses à l'image de celle du «gouvernement ouvrier». Cependant pour conserver un caractère révolutionnaire, ces tactiques et ces orientations ne doivent pas se transformer en un but en soi. Elles doivent être indissolublement liées à notre objectif stratégique: la destruction de l'État bourgeois et la prise du pouvoir par la classe ouvrière, c'est-à-dire la dictature du prolétariat entendue comme régime transitoire basé sur des organes de démocratie ouvrière.

Les soviets, la révolution ouvrière et socialiste et la dictature du prolétariat

Pour renverser le capitalisme, les travailleurs devront diviser et vaincre l'armée et la police par une insurrection violente, détruire l'État bourgeois et, sur ses ruines, établir le pouvoir politique du monde du travail, à savoir un État ouvrier transitionnel basé sur les organes d'autodétermination du prolétariat et des masses exploitées ainsi que sur l'armement généralisé de la population.



Lorsque ces organismes d'autodétermination se développent au cours des situations révolutionnaires, ils tendent à se constituer en expression du pouvoir des travailleurs et des exploités mobilisés contre l'État capitaliste. Le XX^{ème} siècle est parcouru d'exemples de ce type, à commencer par les soviets de Russie, apparus pour la première fois en 1905 et qui ont été à la base du pouvoir ouvrier avec la Révolution de 1917. On songera également aux conseils d'usine en Allemagne en 1919, aux conseils de la Révolution hongroise de 1956 ou encore aux tendances à la mise en place d'organismes de ce type en Amérique latine au cours des années 1970 avec l'Assemblée Populaire bolivienne de 1971 ou les Cordons Industriels chiliens.

Les soviets ou conseils, quel que soit le nom qu'ils prennent en fonction des situations concrètes, sont l'expression du front unique de masse. A travers l'unité d'action et la lutte politique des tendances en leur sein, ils préparent les exploités à la prise du pouvoir et, conduits par une direction révolutionnaire, ils se transforment en organismes de l'insurrection. Après la prise du pouvoir, les soviets ou conseils sont la base du nouvel État, d'une nouvelle démocratie ouvrière.

L'expérience stalinienne a complètement perverti le rapport entre les organes de front unique des masses, les soviets, et le parti révolutionnaire. Le stalinisme a transformé la dictature du prolétariat en dictature du parti stalinien et le trotskysme a été le seul courant révolutionnaire qui l'a combattu de façon conséquente.

Pour les marxistes révolutionnaires, la dictature du prolétariat est l'équivalent d'un nouveau type de démocratie. La démocratie prolétarienne se base sur les organes d'autodétermination des masses ainsi que sur le pluripartisme soviétique, à savoir la liberté d'expression et d'action pour les partis reconnus par les soviets au sein desquels le parti révolutionnaire lutte pour la direction politique et représente l'organisation la plus conséquente dans la défense de la dictature du prolétariat face à la guerre civile et à la menace que représentent la bourgeoisie et l'impérialisme. La dictature du prolétariat représente la forme politique la plus démocratique du pouvoir de la classe ouvrière qui a besoin d'un État ouvrier transitionnel tant que l'impérialisme et les classes ennemies existent et qu'il est nécessaire de défendre la révolution face aux attaques de la réaction bourgeoise, aussi bien interne qu'externe.

Cet État ouvrier se base sur l'établissement de nouveaux rapports sociaux qui naissent de l'expropriation et de la nationalisation des principaux moyens de production, du monopole du commerce extérieur et de

la planification démocratique de l'économie. Au cours de la transition au socialisme, en étendant ses fonctions à l'ensemble de la population organisé en soviets, cet Etat prépare sa propre extinction.

La conquête du pouvoir par le prolétariat n'est que le début d'un processus de transformation de tous les aspects de la vie économique, politique et sociale d'un pays. Il s'agit également d'un point d'appui pour l'extension de la révolution socialiste sur le terrain international. C'est en effet uniquement en détruisant le capitalisme dans ses centres qu'il sera possible d'avancer vers le communisme en tant que projet d'émancipation de l'humanité de l'exploitation et de l'oppression. C'est-là l'une des plus grandes leçons que l'histoire du XX^{ème} siècle a laissées aux révolutionnaires. C'est ce qui pose la nécessité de la construction d'une Internationale qui lutte pour la révolution socialiste.

Notre objectif, la conquête du communisme

Le mot «communisme» a été vidé de son sens par le stalinisme. Il est devenu l'équivalent des dictatures bureaucratiques des États ouvriers et des directions traîtres qui ont fini par soutenir les processus de restauration capitaliste.

Pour celles et ceux qui souscrivent à ce manifeste, le communisme, c'est-à-dire la conquête d'une société sans État, sans classes sociales, dépourvue de toute exploitation et de toute oppression, est «l'objectif politique» le plus élevé. Il s'agit d'un objectif auquel nous entendons lier, par notre stratégie, tous les combats menés et l'ensemble des conquêtes partielles arrachées. Nous luttons pour une nouvelle société ou, pour reprendre les termes de Marx, «une association d'hommes libres travaillant avec des moyens de production collectifs et dépensant consciemment leurs nombreuses forces de travail individuelles comme une seule force de travail social». A l'instar de Marx et Engels, «nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état des choses existant» et les prémices de ce mouvement se trouvent dans la société capitaliste.

Dans un premier temps, poussé par la concurrence, le capitalisme a cherché à réduire le temps de travail socialement nécessaire pour pro-

duire les marchandises. Cependant, ce qui était un acquis pour la société dans son ensemble a fini par se transformer en son exact contraire pour les travailleurs. Cela s'est traduit et se traduit toujours par une augmentation des profits pour la bourgeoisie, l'infime minorité propriétaire des moyens de production. Pour l'écrasante majorité en revanche, c'est-à-dire pour les travailleurs, cela implique la séparation définitive des moyens de production, le vol d'une partie de plus en plus significative de leur travail et un fossé de plus en plus grand entre leurs conditions de vie et celles de la minorité de capitalistes privilégiés.

Avec le développement actuel de la science et de la technologie et le niveau atteint par la productivité du travail, il serait possible de réduire très fortement le temps que la société requiert pour assurer la production et la reproduction de ses conditions matérielles d'existence. Néanmoins, le capitalisme est incapable de démocratiser et de généraliser les progrès de la technique, réservés à un groupe réduit de pays et à certaines branches de la production. Parallèlement, les grandes masses de travailleurs produisent avec un niveau technologique et de productivité semblable à celui du XIX^{ème} siècle dans des branches entières de production où l'on se sert du travail intensif, multipliant les «sweat shops» qui exploitent les salariés jusqu'à leur dernier souffle.

Le communisme est une finalité qui dépasse toutes celles que les révolutions ayant précédé le développement du mouvement ouvrier se sont données. Il ne se limite pas à une nouvelle distribution du travail entre les producteurs, mais il propose, à travers le développement de la science et de la technique, de réduire au minimum le travail indispensable au point où il ne représenterait qu'une partie insignifiante des occupations des êtres humains. Son objectif est que les individus puissent dédier leur énergie aux loisirs créatifs de la science, de l'art et de la culture, et qu'ils puissent ainsi déployer toutes leurs capacités humaines afin de pouvoir établir une relation plus harmonieuse avec la nature. Rien de plus éloigné du culte du travail et du stakhanovisme avec lesquels les directions staliniennes ont voulu mêler le communisme.

Le communisme a des racines profondes. Il part de la lutte constante de la classe ouvrière pour se libérer du joug du travail, qui se manifeste de façon spontanée dans la lutte passive de tous les jours, dans les tentatives de voler quelques minutes au patron ou à la machine, dans l'absentéisme. La même tendance s'est exprimée et s'exprime dans les luttes historiques pour la réduction de la journée et de la semaine de travail, pour les congés payés, pour baisser les rythmes de production,

pour le droit d'organisation dans le lieu de travail contre la dictature du patronat, pour le contrôle ouvrier sur la production.

Face à l'existence irrationnelle de millions de chômeurs, d'un côté, et, de l'autre, de travailleurs soumis à l'esclavage des journées de quatorze heures, seize heures, voire plus, à des rythmes pénibles qui détruisent rapidement le corps et l'esprit, la mesure élémentaire de la répartition des heures de travail entre tous les bras disponibles serait non seulement fondamentale pour la survie même de la classe ouvrière mais surtout serait un premier pas vers la réduction du temps de travail.

Mais les capitalistes combattent ces revendications par tous les moyens. C'est pour lutter contre ces tentatives qu'ils développent de plus en plus l'appareil d'État, avec ses armées, ses policiers, ses services de renseignement et qu'ils perfectionnent les mécanismes de contrôle social. Les guerres, la spoliation des peuples, la répression de l'État, les institutions religieuses réactionnaires, l'oppression des femmes, le racisme, la xénophobie, la reproduction d'armées de réserve du capital constituées de millions de travailleurs sans emploi et précaires, sont autant de mécanismes dont se sert la bourgeoisie, dans sa recherche du profit, qui est chaque jour plus réactionnaire. La «mondialisation» n'a été que la dernière tentative désespérée du capitalisme pour maintenir cet état de fait.

Pour nous comme pour les fondateurs du marxisme, le communisme n'est pas un idéal auquel il faudrait rattacher la réalité afin de proclamer «le communisme ici et maintenant» comme l'ont suggéré les théoriciens de l'autonomisme. Il ne s'agit pas seulement de créer une conscience de ce qui existe mais d'en finir avec ce système, d'où l'importance de la théorie de la révolution permanente élaborée par Trotsky. Il s'agit d'une stratégie globale liant tous les acquis partiels dont la prise du pouvoir dans un pays, à l'objectif de la révolution mondiale et d'un processus de changements sociaux, politiques et culturels qui doivent s'orienter vers la libération du travail, l'extinction de l'État, des classes, de l'exploitation et de l'oppression après la prise du pouvoir.

La lutte pour le communisme implique nécessairement la destruction de la machine d'État bourgeois, principal garant de l'exploitation et de l'oppression, ainsi que la mise en place d'un pouvoir des travailleurs par lequel ils reprendraient à leur compte les moyens de production expropriés aux capitalistes. C'est seulement ainsi que les forces productives peuvent cesser d'être des moyens pour l'esclavage du travail et commencer à devenir des moyens pour sa libération.



Mais ceci ne peut être que le début du processus. Le communisme ne naît pas déjà constitué des entrailles du capitalisme. Au contraire, la nouvelle société conserve encore dans le domaine économique, moral et intellectuel, tous les aspects de la société antérieure. De même, la révolution n'est pas un événement simultané au niveau mondial mais elle commence dans un pays ou une série de pays encerclés par le monde capitaliste.

Ainsi entrevoit-on la nécessité de la dictature du prolétariat en tant que phase transitoire entre le capitalisme et le communisme, permettant le développement d'un processus de transformation de tous les aspects de la vie économique, politique et sociale d'un pays, et servant de base à l'extension de la révolution socialiste sur le terrain international.

Le communisme ne peut être implanté de façon coercitive par une bureaucratie. Il ne peut coexister avec aucune forme d'État ou avec l'existence des classes sociales tel qu'a voulu le présenter le stalinisme. La construction du communisme ne peut être que le fruit d'une activité consciente. Le développement d'une démocratie ouvrière, basée sur les organismes d'auto-organisation comme les soviets, est le seul moyen pour avancer vers le communisme et l'extinction de toute forme d'État.

Les grandes révolutions du XX^{ème} siècle, à commencer par la révolution russe de 1917, ont été victorieuses dans des pays arriérés, semi-coloniaux voire coloniaux. Elles ne pouvaient toutefois que représenter les premiers maillons du long enchaînement de la révolution mondiale. Le communisme ne peut avoir pour cadre des pays arriérés ni avoir pour but une meilleure répartition de la pénurie. Cette dernière ne fait que raviver la lutte pour la subsistance et, avec elle, tous les maux de l'ancienne société. La bureaucratie, qui s'est érigée au-dessus de la classe laborieuse dans les États ouvriers déformés et dégénérés, a été la conséquence de cette lutte pour la subsistance, du caractère arriéré de ces États et de l'isolement de ces

processus. Le XX^{ème} siècle a déjà montré l'impossibilité, dans le cadre de cette utopie réactionnaire du stalinisme, de construire le «socialisme dans un seul pays».

Bien que sous la férule d'une bureaucratie parasitaire, les bases sociales du nouvel Etat, à travers la substitution de la propriété privée et de l'anarchie capitaliste par la propriété étatique des moyens de production et à la planification économique, ont permis à l'URSS de passer du statut de pays capitaliste arriéré aux relents semi-féodaux à celui de seconde puissance mondiale. Quelles ne seraient pas les possibilités pour la construction du communisme si l'appareil technique et l'énorme richesse de pays comme les États-Unis, l'Allemagne ou le Japon étaient placés sous le contrôle des travailleurs.

La dictature du prolétariat n'a pas comme fin en soi le développement des forces productives nationales, et moins encore au XXI^{ème} siècle, si l'on tient compte de l'imbrication de la production et des échanges mondiaux. Ce n'est qu'en défaisant le capitalisme dans ses centres impérialistes qu'il sera possible de se réapproprier la technique la plus avancée pour la mettre au service de la libération du travail.

Lorsque nous définissons le communisme comme l'objectif politique ultime censé orienter l'ensemble de notre stratégie, il ne s'agit pas d'une considération abstraite. Au contraire, cela s'inscrit dans la réaffirmation d'une stratégie révolutionnaire tirant le bilan des luttes de classes du XX^{ème} siècle où la conquête de la dictature du prolétariat, dans chaque pays où elle a eu lieu, a été posée comme une fin en soi et non comme un moyen stratégique pour la conquête du communisme. Cela a été le cas du stalinisme mais également par une grande partie des courants trotskystes.

La théorie-programme de la révolution permanente est la seule qui affronte dans son ensemble la théorie du socialisme dans un seul pays, sous toutes ses formes. Elle ne traite pas uniquement de la mécanique de la révolution dans les pays arriérés ou du rapport nécessaire entre la révolution démocratique et la révolution socialiste. Cette théorie-programme propose une stratégie globale qui relie le début de la révolution à l'échelle nationale au développement de la révolution internationale et son achèvement au niveau mondial. Elle unit la conquête du pouvoir par la révolution socialiste aux transformations de l'économie, de la science, du mode de vie qui conduisent à notre objectif fondamental: la conquête d'une société de «producteurs libres et associés», le communisme.



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE



**COURANT
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**

Ce manifeste a été adopté par la VIII^{ème} Conférence Internationale de la Fraction Trotskyste-Quatrième Internationale qui s'est tenue à Buenos Aires en août 2013.

La FT-QI est composée par Classe contre Classe (CcC) de l'Etat espagnol, la Ligue Ouvrière Révolutionnaire (LOR-CI) de Bolivie, la Ligue Révolution Socialiste (LRS) du Costa Rica, la Ligue Stratégie Révolutionnaire (LER-QI) du Brésil, la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme-Contre-le-Courant (LTS-CC) du Mexique, la Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS) du Venezuela, l'Organisation Révolutionnaire Internationaliste (RIO) d'Allemagne, le Parti des Travailleurs Révolutionnaires (PTR-CC) du Chili, le Parti des Travailleurs Socialistes (PTS) d'Argentine, des militants de la FT-QI en Uruguay ainsi que des camarades de la FT-QI militant au sein du CCR / Plateforme Z du NPA en France.

Convaincu de la nécessité de défendre une orientation révolutionnaire et internationaliste, à la fois au niveau hexagonal mais également international, le Courant Communiste Révolutionnaire du NPA salue la démarche qui préside à ce manifeste. Sans que cela implique une ratification partielle ou totale de ce texte, nous nous en faisons l'écho et espérons que la discussion la plus large possible s'ouvrira avec l'ensemble des camarades défendant un tel positionnement, au sein du parti mais également au-delà, de façon à contribuer à la reconstruction d'une perspective révolutionnaire et internationaliste, plus que jamais nécessaire.

Pour nous contacter, commander des publications, recevoir la lettre électronique du CCR :

CCR4.NPA@GMAIL.COM

Site Internet :

WWW.CCR4.ORG

Facebook :

**COURANT
COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE**